

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Thèses sur les travaux et décisions du V^e Congrès mondial (*Le Comité Directeur du Parti*). — Le prolétariat et les paysans (*J. Castel*). — L'accord anglo-russe (*Ruis*). — Documents sur le V^e Congrès de l'I. C. : Rapports de Varga, Lo-

sovsky, Sémard, Bordiga. — A bas la guerre ! L'Internationale des Paysans aux Travailleurs de la Terre de tous les pays. — L'opinion des militants : La réorganisation du Parti sur la base des Cellules (*Rocher*).

Thèses sur les Travaux et Décisions du V^e Congrès Mondial

adoptées par le Comité Directeur du Parti Communiste Français dans sa séance du 12 août 1924

Les deux premiers Congrès de l'I. C., entièrement dominés par la pensée et l'activité personnelle du camarade Lénine, avaient doté le mouvement communiste mondial de ses bases théoriques et tactiques. Il en est sorti la thèse sur la dictature du prolétariat et la démocratie, sur la question agraire, la question nationale, le rôle d'un Parti communiste pendant la révolution. Il en est sorti la formule des 21 conditions et les conditions de formation des Soviets de délégués ouvriers.

Après l'action de mars en Allemagne et les déviations opportunistes de Lévi, le 3^e Congrès donna une direction terme à l'action des partis communistes et lança le mot d'ordre : « Aller aux masses. »

Le 4^e Congrès fixa ce mot d'ordre contre toutes les déviations qui se manifestaient déjà sur son sujet. Il donna, pour rendre plus facile l'agitation, le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan comme syno-

nyme de la dictature du prolétariat et précisa le sens de manœuvre tactique du front unique.

Le 5^e Congrès, imprégné tout entier des idées de Lénine, analysa les événements révolutionnaires de Bulgarie et d'Allemagne. Il posa à nouveau devant les partis le problème de la conquête de la majorité et l'application des mots d'ordre du front unique et du Gouvernement ouvrier-paysan, nettoyés de toute pourriture opportuniste, par le rétablissement de l'unité syndicale, la conquête des masses paysannes et l'utilisation par les différents partis, chacun dans leur ressort, des mouvements nationaux des peuples opprimés.

Intervenant dans les discussions intérieures du parti russe, il sanctionna les décisions de son 13^e Congrès, terminant la discussion par l'approbation de la politique du C. C. et la condamnation totale de l'opposition. Les autres partis reçurent pour tâche leur bolchevisation, l'application dans leurs rangs d'une stricte discipline et la réorganisation immédiate sur la base des cellules d'entreprises.

La substance des Travaux du V^e Congrès

En dehors des résolutions adoptées sur chacune des grandes questions par le Congrès mondial et qui devront être étudiées de la façon la plus sérieuse par chaque membre du Parti, la délégation française au 5^e Congrès tient à mettre en relief les observations suivantes :

Sur les déviations de droite

Entre le 4^e et le 5^e Congrès, des déviations de droite se sont manifestées dans différents partis de l'Internationale, notamment en Russie (opposition à la politique du C. C.), en Allemagne (Brandler, Radex), en France (Souvarine, Monatte, Rosmer), en

Italie (Graziadéi, révisionnisme du marxisme), en Norvège, en Suède (Hoeglund), en Amérique, en Tchécoslovaquie (Smeral), Pologne (Warsky et Valetsky).

La crise économique de l'été 1923 en Russie, les défaites subies par les prolétariats bulgare et allemand, l'ère démocratique-pacifiste, amenèrent dans l'Internationale un certain manque de confiance dans la révolution mondiale et quelques déviations qui peuvent se caractériser ainsi :

1^o Mauvaise application du front unique, considéré comme un bloc des divers partis ouvriers et non comme une manœuvre destinée à détacher les masses des chefs social-démocrates ;

2^o Comme conséquence, coalition avec ceux-ci dans

un gouvernement ouvrier-paysan stable et se maintenant dans les cadres de la démocratie bourgeoise ;

3° Forme théorique de cette déviation (formulée par Brandler au Congrès de Leipzig) dans une révision de la théorie de Lénine sur l'Etat ;

4° Lutte exagérée menée contre la gauche et qui allait jusqu'à la menace de l'exclusion de cette tendance ;

5° Sous-estimation du rôle du Parti dans la direction des masses révolutionnaires (Allemagne) ;

6° Concessions à l'idée démocratique au moment de l'arrivée du Labour Party au pouvoir, qui se sont traduites par une attitude d'attente vis-à-vis de ce dernier.

Le 5° Congrès a justement approuvé le C. E. d'avoir vigoureusement réagi contre ces tendances opportunistes et ces survivances social-démocrates.

Un Parti communiste ne peut remplir ses tâches qu'à la condition de réprimer ou d'expurger, au fur et à mesure qu'elles se produisent et sans aucune considération sentimentale, les déviations de droite.

Le C. E. et le Congrès mondial ont apporté sur tous ces points une grande clarté. Mais tant que durera l'ère démocratique et l'apparence d'accalmie révolutionnaire qui en résulte, il est hors de doute que tout danger n'est pas éteint de ce côté-là et que chaque parti, aussi bien que le nouveau Comité Exécutif, devront faire preuve de la plus grande vigilance en ce qui concerne les survivances social-démocrates, opportunistes ou petites-bourgeoises qui ont esquissé une retraite momentanée et tactique, ainsi que les déviations qui sont, naturellement appelées à naître.

Ils ne pourront s'en préserver qu'en élargissant la base prolétarienne du Parti, en maintenant intacte sa ligne théorique et en appliquant à l'intérieur du Parti une stricte discipline bolchevique.

Sur les déviations d'extrême-gauche

Le plus souvent, en réaction contre ces erreurs de droite, des éléments dont beaucoup comptent parmi les meilleurs combattants révolutionnaires, ont été amenés à commettre des fautes opportunistes de gauche que l'Internationale a dû combattre avec force.

En Allemagne s'est fait jour un révisionnisme théorique de gauche qui, niant l'importance révolutionnaire du problème colonial et aboutissant à l'idée d'une consolidation possible du capitalisme, refuse tous les moyens de conquérir la majorité du prolétariat. A cela s'apparente la tendance de quelques chefs syndicaux qui reflètent le découragement des masses après la défaite d'Octobre et prêchent la sortie des syndicats réformistes.

Bordiga et la gauche italienne, opposés lors des trois premiers Congrès mondiaux au camarade Lénine, ont de nouveau accusé l'Exécutif d'opportunisme. Bordiga n'accepte pas le front unique sur le terrain politique, mais seulement sur le plan syndical. Il affirme que, les partis social-démocrates n'étant pas des partis ouvriers, il est vain et dangereux de songer à faire avec eux un front unique quelconque. Il s'est longtemps opposé à la fusion avec les socialistes de gauche dits « *terz-internationalistes* ». Il n'admet pas les partis sympathisants. Il considère comme fautive la tactique du novautage des organisations social-démocrates. Il a enfin une conception tout à fait sectaire et anti-léniniste de la forma-

tion, de l'action et de la manœuvre d'un Parti communiste. L'idée d'un parti de masses lui échappe. Il prétend fixer indépendamment des événements la tactique du Parti.

La résistance passive que le camarade Bordiga a opposée pendant plusieurs mois à l'exécution des décisions de l'Internationale a incontestablement retardé la reprise du mouvement ouvrier italien.

Celui-ci se trouve dans une passe décisive. Il s'agit de savoir qui, le P. S. U. ou le P. C., cristallisera autour de lui l'opposition chaque jour grandissante contre le fascisme et deviendra ainsi le conducteur de la classe ouvrière italienne. Dans ces conditions, les théories et l'attitude passive du camarade Bordiga et de sa fraction auraient été, si elles avaient persisté, un véritable danger pour le développement du Parti Communiste Italien.

Les déviations de gauche, réaction profonde contre la défaite du mouvement ouvrier en 1920 et la trahison des chefs réformistes, commencent heureusement à s'affaiblir en présence de la décomposition du fascisme et du désir instinctif des masses d'avoir un parti révolutionnaire unique qui dirige leur mouvement.

Il était nécessaire de lutter contre ces déviations. On ne peut prendre Marx sans sa lutte contre Proudhon, ni Lénine sans sa lutte contre les maladies infantiles.

Si l'on analyse les idées du camarade Bordiga et l'opposition de l'extrême-gauche allemande à l'unité syndicale et au front unique, on constate, en fin de compte, qu'elles sont des idées réformistes. On les trouvait exactement dans notre Parti français en 1921, chez des éléments social-démocrates, aujourd'hui sortis du Parti et passés entièrement dans le camp bourgeois.

Ainsi se vérifie l'affirmation d'après laquelle « il n'y a rien de plus à gauche que la ligne léniniste de l'Internationale » et que tout ce qui s'en écarte, malgré le verbalisme radical dont on le recouvre, se classe fatalement à droite, c'est-à-dire aux confins de l'opportunisme et de la confusion.

La tactique du front unique

Le IV° Congrès avait défini la tactique du front unique comme une tactique révolutionnaire d'agitation et de mobilisation des masses dans la lutte pour le pouvoir, comme une manœuvre destinée à vider de leur contenu prolétarien les partis social-démocrates.

De même il avait clairement indiqué, en définissant les tâches du gouvernement ouvrier et paysan que celui-ci ne pouvait pas être un gouvernement démocratique et parlementaire.

Entre le IV° et le V° congrès se manifestèrent des déviations considérables de cette ligne. Le congrès du P. C. A. (Leipzig) et celui du P. C. Tchèque (Prague) adoptèrent une résolution sur la réalisation « dans le cadre de la démocratie bourgeoise » du gouvernement ouvrier-paysan. La politique de Saxe (octobre) est une application de cette erreur qui consiste à faire avec la social-démocratie un bloc parlementaire solide, et non à entraîner les ouvriers au combat malgré elle. Cette faute fut une des causes principales de la cruelle défaite du prolétariat allemand.

Le V° congrès en prononçant contre ces erreurs une condamnation sévère, s'est efforcé de donner à nouveau une définition claire de la tactique du front uni-

que. Il a montré qu'elle était et devait rester une manœuvre pour utiliser tous les incidents de la guerre de classe et entraîner le plus grand nombre possible d'ouvriers au combat. Et pour bien en préciser les méthodes d'application, il a adopté la formule lapidaire du camarade Zinoviev :

Front unique par en bas : toujours.

Frost unique par en haut et en bas : quelquefois.

Front unique par en haut : jamais.

Les exemples de la Révolution Russe, où les socialistes-révolutionnaires de gauche participèrent quelque temps au pouvoir et de la révolution hongroise, où la social-démocratie lutta avec le Parti Communiste, montrent ce que doit être un gouvernement ouvrier et paysan. Non pas la coalition des partis ouvriers et paysans, mais un gouvernement de guerre civile, qui organise les ouvriers et lutte les armes à la main contre la bourgeoisie. C'est dans ce sens que l'on a pu caractériser le gouvernement ouvrier comme une formule populaire de la dictature du prolétariat et non comme un gouvernement de transition entre la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. L'expérience saxonne a prouvé que toute autre forme ne pourrait que servir de masque à la politique de la bourgeoisie, ou être chassée par la dictature bourgeoise.

La conquête de la majorité

La théorie marxiste de la conquête de la majorité du prolétariat comme condition de la maturité révolutionnaire d'une situation, dans n'importe quel pays, a subi également des déformations.

Ces déformations sont de deux sortes qui présentent chacune un danger sérieux.

Les opportunistes ont posé cette question de la même façon que la II^e Internationale avant 1914. La conquête de la majorité signifie pour eux l'organisation, dans les partis et les syndicats, de 99 % de la classe ouvrière avant que de commencer la lutte révolutionnaire. Les chefs du Parti tchèque paraissent partager cette erreur.

Quelques camarades d'extrême-gauche, notamment en Italie, se soucient peu de la majorité. Ils commettent l'erreur ancienne de compter sur une majorité entraînée et ardente dont ils jugent l'action suffisante. Ils risquent de demeurer insuffisants ou d'être écrasés dans une action révolutionnaire prématurée.

L'erreur opportuniste est de beaucoup la plus dangereuse. Elle conduit à la pratique réformiste du Parlement et à l'action purement électorale. Elle amène à toujours laisser passer les moments historiques favorables et à permettre à la bourgeoisie et à son alliée la social-démocratie de trouver ensemble les combinaisons susceptibles de renflouer, au moins pour un temps, le pouvoir capitaliste.

Le 5^e Congrès, reprenant la théorie exposée par Lénine, notamment dans sa brochure sur les élections à la Constituante a précisé contre ces déviations le sens révolutionnaire de la formule de la conquête de la majorité

Il a montré qu'il ne saurait être question de conquérir absolument 99 ou 51 % du prolétariat. Il a établi que nous devons :

1^o Conquérir aux idées révolutionnaires les larges masses du prolétariat et des paysans ;

2^o En organiser les éléments socialement décisifs.

c'est-à-dire, au premier rang, les éléments conscients du prolétariat industriel.

En ce qui concerne la lutte révolutionnaire, il a montré qu'il ne saurait être question pour nous de baromètre parlementaire ni de majorité absolue, mais qu'il importait, selon la formule du 3^e Congrès, « d'avoir la majorité sur les points décisifs au moment décisif ».

L'unité syndicale dans le monde

Le 5^e Congrès a posé à nouveau la question de l'unité syndicale sur le plan international. L'unité syndicale est une nécessité révolutionnaire pour laquelle ont toujours combattu les bolcheviks, dans le moment même où ils luttaient pour la pureté idéologique de leur parti. La bourgeoisie en a senti l'importance et, lorsque la force du mouvement syndical et l'existence dans ce mouvement d'une puissante minorité devenaient un danger pour elle en a organisé la scission. Depuis, ses agents réformistes se sont opposés à toutes nos tentatives pour reconstruire l'unité qui serait dans les mains du prolétariat une arme formidable.

Depuis sa création, l'I. S. R. a lutté pour l'unité syndicale. L'existence à l'intérieur de l'Internationale d'Amsterdam d'une gauche partisane de l'unité, ainsi qu'elle s'est manifestée dans l'Internationale des Transports et de l'Alimentation, dans les syndicats anglais, sur la question de l'adhésion des syndicats russes au Congrès de Vienne, incitait le 5^e Congrès à faire une nouvelle tentative en faveur de l'unité.

Le 5^e Congrès a d'abord lutté contre la tendance des quelques chefs syndicaux allemands qui reflétaient le découragement des masses après la défaite d'Octobre et demandaient aux communistes de sortir des syndicats réformistes. La place des communistes est à l'intérieur de ces syndicats, pour les conquérir.

Le 5^e Congrès a lancé l'idée d'un Congrès de fusion des deux internationales syndicales convoqué pour l'unité du mouvement syndical sur la base de la lutte des classes. La lutte pour l'unité syndicale est la tâche première de l'I. S. R. pour conquérir la majorité du prolétariat à l'action révolutionnaire.

Le 5^e Congrès a précisé que l'unité signifiait la discipline dans l'action, mais le libre jeu des tendances et la liberté pour celles-ci de s'organiser au sein du mouvement unifié.

Etant donnée la situation des organisations syndicales en France, ce mot d'ordre pose pour notre Parti français un devoir particulièrement important et que nous devons, sans attendre, nous mettre à même de remplir par une propagande énergique au sein des deux C. G. T.

La conquête des paysans

Le rôle important de la paysannerie en période révolutionnaire pose, pour tous les partis, le problème de la conquête de la petite et de la moyenne paysannerie. L'expérience montre que dans la plupart des pays les partis communistes n'ont pas encore appris à travailler efficacement parmi les paysans. Notre Parti français est du nombre. Nous n'avons même pas encore su dé- gager les revendications et les mots d'ordre suscepti-

bles d'intéresser et de rallier les masses paysannes autour du Parti communiste.

La crise agraire qui naît un peu partout et qui sévit déjà avec violence dans certains pays, s'annonce comme devant se développer sur l'échelle mondiale. Le moment est donc favorable pour entreprendre une action vigoureuse et méthodique parmi les masses intéressées. Les difficultés techniques d'une pareille tâche, dues notamment à l'éparpillement des villages et à l'éloignement des voies ferrées, doivent inciter les partis à travailler avec acharnement les questions d'organisation.

L'exemple de la Révolution russe, tout à fait conforme à la théorie de Lénine, a prouvé que l'organisation de la révolution ne peut se poursuivre sérieusement si l'union des paysans et des ouvriers n'est pas réalisée.

La question nationale

Le léninisme nous a donné la solution de cette question. Il ne suffit pas de proclamer le principe général du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut, dans tous les pays comportant des populations annexées, opprimées, de langue et de race différentes, ou des colonies, poser chaque cas concret, affirmer le droit de ces peuples à la séparation et militer pratiquement dans ce sens. Il faut utiliser et soutenir les mouvements nationaux existant au sein de ces populations et les relier au mouvement prolétarien de la métropole.

L'Europe — et notamment les Balkans — est émaillée de ces flots protestataires dont l'action peut être un élément capital de difficulté pour les pouvoirs capitalistes des pays oppresseurs.

L'exploitation des colonies par la bourgeoisie aboutit aux conséquences suivantes :

1° Tenir en état d'esclavage les populations coloniales.

2° En extraire par la contrainte, une armée permanente contre-révolutionnaire.

3° Réaliser des surprofits qui permettent à la bourgeoisie de créer, à l'intérieur de la métropole et dans les colonies mêmes, une aristocratie ouvrière dont elle se sert pour dominer la masse et briser ses élans révolutionnaires.

La question coloniale, qui est partie intégrante de la question nationale, doit être résolue de la même manière.

La France, par exemple, « possède » en Afrique du Nord, en Afrique Orientale et Occidentale, aux Antilles et en Indo-Chine des colonies peuplées de 59 millions d'habitants. Elle dispose là, par des moyens de contrainte divers et irrésistibles, d'une force armée qui constitue l'un des principaux remparts du capitalisme contre les grands mouvements sociaux de la métropole.

Le V^e Congrès a justement critiqué l'inactivité du Parti Communiste français dans ce domaine essentiel. Il nous a ordonné de faire le nécessaire pour mettre désormais notre organisation à l'abri des critiques aussi graves. La direction du Parti doit fixer immédiatement les moyens pratiques d'y parvenir et entraîner tout le Parti et sa presse dans cette action.

Le Programme

L'immense question visant à inférer de l'histoire, de l'expérience des sociétés contemporaines, du marxisme et de la Russie révolutionnaire, un programme pour l'I. C., a fait au V^e Congrès un grand pas en avant. Elle est très loin d'être résolue. Ses rapporteurs ont réussi à en présenter d'une façon compréhensible, dégagés des formes savantes de la logomachie philosophique, les fondements essentiels.

Le programme doit :

1° Etablir l'armature d'acier des principes léninistes.

2° Synthétiser toutes les expériences du mouvement révolutionnaire mondial.

Le Parti français, qui a de grandes tâches à remplir par rapport aux masses paysannes et aux classes moyennes, en retient particulièrement la solution relative à la NEP, comme susceptible de régler pratiquement l'un des points de notre programme qui n'avait pas encore été résolu par le Parti.

La « Nouvelle Politique Economique » ne doit pas être considérée comme un épisode accidentel et pouvant rester spécial à la Russie. Il s'agit là d'une transition économique entre le régime capitaliste aboli et le régime communiste, qui sous des formes différentes, adaptées au degré de développement technique et social de chaque pays, sera obligatoire pour tous les pays au lendemain de la Révolution.

Le communisme de guerre, période de réquisition générale et d'échange des produits en nature, nécessitée par l'état de guerre, doit cesser avec l'état de siège extérieur et la guerre civile. Il ne peut être remplacé, quelque fort que soit le pouvoir politique de la dictature prolétarienne, par le régime communiste intégral, lequel suppose des moyens de production industrielle et agricole supérieurs, des moyens d'échange portés au sommet de la perfection et une mentalité communiste chez l'immense majorité des producteurs, toutes choses qui ne peuvent évidemment se réaliser qu'après une certaine période d'évolution, sous la pesée du pouvoir politique prolétarien.

La suppression d'un étalon de valeur, c'est-à-dire de la monnaie comme mesure d'échange, est une erreur non seulement grossière, mais mortelle pour l'économie du nouveau régime. Les rouages de l'Etat capitaliste doivent être détruits avec rapidité et remplacés pour répondre aux besoins du nouveau pouvoir. Les rouages de l'économie — production et échange — ne doivent être modifiés que dans la mesure où l'exploitation collective peut immédiatement se substituer à la gestion privée.

Pratiquement, dans tous les pays modernes, l'Etat prolétarien doit s'emparer de toutes les sources déjà concentrées de la fortune publique, des positions dominantes dans le domaine de la production et de l'échange, des services publics. Non seulement, il ne doit pas imposer d'une façon autoritaire et artificielle la socialisation sur de larges bases, des petites et des moyennes exploitations agricoles, mais il doit, pour neutraliser les masses rurales, socialement retardataires, donner des terres aux paysans non possédants.

La Révolution hongroise de 1919 a succombé sous les assauts de la contre-révolution extérieure pour avoir « oublié » de s'assurer, par cette précaution nécessaire, la sympathie active des paysans.

En résumé, il faut dire que, disposant de tout le pou-

voir politique et occupant les sommets de la puissance économique, l'hégémonie prolétarienne, assurée ainsi de façon souveraine, devra tendre de tous ses moyens à évincer la petite production parasitaire, à concurrencer et à battre le commerce privé, à développer au fur et à mesure les organismes publics d'échange, à diriger l'instruction de la masse dans le sens communiste et à réaliser par suite, de façon normale et viable, la véritable société communiste.

La situation économique en Russie

La vigueur avec laquelle l'opposition avait dirigé son offensive contre le C. C. du Parti Russe, la défaite totale essuyée par cette opposition, aussi bien de la part du Parti que de la part des événements économiques, n'auront servi qu'à donner plus de relief aux progrès réalisés dans tous les ordres de l'économie dans l'U. S. S. R., grâce à la politique du C. C. du P. C. R.

Les prolétaires du monde entier, communistes et sympathisants, salueront avec joie les constatations favorables du rapport public du camarade Rykov, président du Conseil des Commissaires du Peuple, sur la marche en avant de l'U. S. S. R. vers la stabilité et la prospérité économique.

La stabilité du rouble est acquise. Les transports s'améliorent quant à leur rapidité et à l'importance de leurs moyens. Le salaire et les conditions de vie de l'ouvrier s'élargissent.

L'instruction et la capacité professionnelle et technique des jeunes générations s'accroissent. Le rendement du travail dans l'industrie augmente. Malgré l'absence totale des crédits de l'extérieur, la production industrielle, en général, atteint déjà 45 % de celle d'avant-guerre. L'électro-industrie et l'industrie du lin dépassent cette proportion. L'industrie du charbon présente une surproduction. L'exportation du naphte atteint celle du temps de paix. Le bilan de l'industrie d'Etat a produit, dans les douze derniers mois, un excédent de 40 millions de roubles or. Le bilan d'exportation de l'U. S. S. R. compte à son actif, pour la même période, une somme de 100 millions de roubles or.

La participation du capital privé dans l'ensemble de l'appareil industriel n'est que de 4 %.

Les terrains cultivés atteignent 90 % des surfaces d'avant-guerre. 200 millions de pouds de céréales ont été exportés à la suite de la précédente récolte. Les prix industriels ont baissé normalement de 25 %. Les prix des produits agricoles ont monté de 60 %. Le grave problème des ciseaux marche vers une solution rapide.

Les prévisions pessimistes de l'opposition sont controuvées par les faits. Leurs sources petites-bourgeoises n'en sont que plus évidentes.

Le développement des progrès économiques peut se poursuivre plus ou moins rapidement ; cela dépend d'un certain nombre de facteurs dont quelques-uns, d'importance capitale, comme par exemple la récolte plus ou moins bonne, présentent forcément un certain aléa.

Le succès de la politique de notre Parti frère de Russie n'en reste pas moins établi de façon incontestable. L'accroissement de la force de l'U. S. S. R., la montée rapide de l'un des plus importants pays du

monde vers le régime communiste, apportant à 130 millions d'êtres humains la liberté, la prospérité économique et des facultés inouïes de développement intellectuel, constituent la garantie la plus certaine de l'écroulement du capitalisme décadent et de la victoire révolutionnaire du prolétariat mondial.

La situation mondiale est révolutionnaire

La période de décadence du capitalisme se poursuit. Nous sommes au début d'une grave crise économique et agraire. Aux Etats-Unis, 40 % des farmers américains sont dans la misère. La crise agraire qui se développe également en Europe et qui sévit déjà durement en Pologne, dans les Balkans, empêche l'écoulement des produits industriels. Le monde capitaliste ne retrouve pas son assiette. Il n'y a plus d'économie capitaliste mondiale unifiée. Les chutes de la monnaie se poursuivent avec des reprises et des rechutes (Allemagne, Pologne, France). Les changes restent mauvais. Un peu partout, la disproportion s'aggrave entre les prix industriels et les prix agricoles. Le problème des « ciseaux » est en voie de devenir un problème mondial.

Dans toute l'Europe, les salaires sont, en valeur réelle, inférieurs aux salaires d'avant-guerre. Partout, la semaine de travail dépasse de plus en plus 48 heures.

Le paiement des réparations et des dettes de guerre accentue le déséquilibre dans l'ensemble du monde et à l'intérieur de chaque pays. L'application du plan Dawes (inclus dans le rapport des Experts) ne changera absolument rien dans cette situation. L'amélioration du change dans un pays lui ménage une crise d'exportation qui arrête net son activité industrielle et provoque le chômage. La chute de la monnaie entraîne une montée du prix de la vie à l'intérieur et introduit le déficit dans les budgets publics.

La vie économique des pays capitalistes est tellement enchevêtrée que le relèvement provisoire de l'un d'eux ne peut s'opérer qu'au détriment d'un ou de plusieurs autres. Les murailles douanières qui s'élèvent de plus en plus autour de chaque pays ne peuvent qu'aggraver les difficultés, exacerber les concurrences et les frictions et accroître les risques de guerre. Dans tous les cas, des conflits sociaux surgissent qui compliquent et menacent la situation de la bourgeoisie.

L'intervention économique des Etats-Unis dans les affaires de l'Europe devient de plus en plus envahissante. L'Allemagne est considérée comme une colonie autour de laquelle les impérialismes anglais et français se livrent une lutte acharnée.

La situation est aujourd'hui si difficile que la bourgeoisie doit renoncer, un peu partout, à gouverner elle-même. Elle ne peut remplir cette tâche qu'avec le concours de la social-démocratie, qui est devenue d'une façon tout à fait caractéristique, le tiers parti de la bourgeoisie capitaliste.

En résumé, avec des hauts et des bas, la situation du capitalisme mondial s'aggrave. Les difficultés qu'elle traîne avec elle depuis la guerre ne peuvent que devenir plus aiguës. Plus que jamais, la situation mondiale est révolutionnaire et appelle la plus grande activité de la part des partis communistes.

Les tâches politiques des Partis communistes

La période démocratico-pacifiste que nous traversons présentement et à laquelle la bourgeoisie a eu recours pour conserver ses prérogatives de gouvernement, pose pour tous les partis un certain nombre de tâches politiques et pratiques essentielles.

Puisqu'il est avéré que les chefs du socialisme et du syndicalisme réformiste sont en plein accord avec la bourgeoisie pour poursuivre sa politique et réaliser ses buts impérialistes, l'un des premiers devoirs des Partis communistes est d'engager contre ceux-ci une lutte ouverte et sans merci.

Il faut entreprendre de les battre politiquement et de les démasquer aux yeux de la classe ouvrière partout où ils conservent une influence.

Il faut dresser contre eux le front unique des ouvriers et paysans.

En France, le Bloc des Gauches doit être combattu sans réserve, ni trêve, comme étant l'instrument le plus hypocrite et le plus dangereux du capitalisme et de l'impérialisme français.

Ses fautes, ses mensonges, la faillite de ses promesses électorales, son incapacité et sa mauvaise volonté à réaliser les réformes les plus quelconques en faveur de la classe ouvrière, sa politique extérieure impérialiste, sa politique intérieure de partialité en faveur des classes possédantes, notamment dans la question des impôts, des loyers, de l'amnistie, des réintégrations de fonctionnaires frappés pour faits de grève ou délits d'opinion, doivent être dénoncés avec la plus grande énergie.

Les tâches générales et pratiques du Parti français et les principes du Léninisme

Pour réaliser pratiquement ces buts politiques, le V^e Congrès a décidé que les Partis communistes, particulièrement en Occident, devaient poursuivre activement leur bolchevisation, c'est-à-dire, renforcer leur unité, leur centralisation, leur discipline et accroître au cœur de leurs adhérents, la haine de la bourgeoisie, des chefs social-démocrates et leur volonté de lutte pour la dictature prolétarienne.

Les principales tâches à remplir sont les suivantes :

- a) *Organisation des Partis sur la base des cellules d'entreprises.*
- b) *Maintien, consolidation ou reconstitution de l'unité syndicale.*
- c) *Activité sur le plan de la question agraire.*
- d) *Activité sur le plan de la question nationale et coloniale.*

Conformément aux principes léninistes, le Parti Français doit être : organisé sur la base des cellules d'entreprises, centralisé, discipliné, composé en majorité d'ouvriers, dirigé et contrôlé par eux.

Pour pouvoir manœuvrer sans se dissocier, ni se corrompre, ni dévier dans le réformisme, le confusionnisme ou l'opportunisme, le Parti doit être formé par des éléments sains, du point de vue prolétarien et politiquement éduqués.

Le but capital du Parti est de s'emparer du pou-

voir politique et de le maintenir par la dictature prolétarienne.

Les principaux moyens tactiques à employer sont les suivants :

— Tendance permanente à la pratique de la manœuvre du front unique sur les mots d'ordre les plus simples, les plus clairs, issus des revendications immédiates les plus importantes des différentes masses intéressées : prolétariat, paysans, employés, fonctionnaires, soldats, indigènes coloniaux.

— Travail incessant de propagande, d'agitation et d'organisation pour gagner les masses paysannes à l'influence communiste et pour assurer l'union des ouvriers et des paysans sur le terrain de l'action communiste.

— Initiative dans le déclenchement et la direction des luttes économiques ou politiques des masses prolétariennes et paysannes.

— Noyautage des organisations ouvrières ; viser à en gagner la direction et à placer sous l'influence communiste la masse de leurs adhérents.

Pour l'ensemble du pays et des territoires ressortissant à la domination de notre bourgeoisie capitaliste, les conditions préalables du succès sont les suivantes :

1° S'assurer une influence vraiment dirigeante sur la majorité des ouvriers groupés dans les centres industriels.

2° Gagner la sympathie ou la neutralité de la majorité des petits et des moyens paysans.

3° Etablir et maintenir un solide réseau de noyaux communistes dans l'armée, dans la marine et les principaux organes de l'Etat.

4° Arracher les peuples coloniaux à la domination du capitalisme et priver du même coup celui-ci d'une de ces forces essentielles de contre-révolution.

Les tâches immédiates du Parti

— Achever pour le 1^{er} janvier 1925 l'organisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises et se donner pour objectif le doublement des effectifs du Parti et des lecteurs de la presse communiste.

— Organiser dans le même délai, des congrès départementaux ou régionaux de paysans en vue de préparer, pour les premiers mois de 1925, un Congrès national paysan avec deux questions essentielles à son ordre du jour : 1° Revendication des différentes catégories de travailleurs de la terre : ouvriers agricoles, métayers, fermiers exploitants et petits propriétaires exploitants ; 2° Adhésion à l'I. P.

— Lutter d'accord avec les Partis frères contre l'application du plan Dawes (rapport des experts).

— Entreprendre dans la presse, au Parlement et dans chacune des colonies intéressées une active campagne d'agitation en faveur de l'indépendance des colonies, de la suppression de l'indigénat, du rétablissement de la liberté de la presse dans les colonies et préparer, pour le milieu de l'année 1925, un Congrès des peuples coloniaux opprimés par le capitalisme français.

— Poursuivre activement la décomposition de l'armée bourgeoise.

— Soutenir une lutte acharnée contre le Bloc des Gauches et les chefs socialistes et syndicalistes réformistes qui en constituent l'épine dorsale.

— Ressermer définitivement les liens entre le Parti

et la C. G. T. U. aussi bien en ce qui concerne les directions des deux organisations que chacune de leur formation de base.

La situation intérieure du Parti

Le Parti Communiste français ne pourrait songer à entreprendre ce programme de travail fixé par le V^e Congrès mondial, s'il n'était définitivement sorti de la longue période des difficultés de croissance et de stabilisation politique qu'il a traversée, de la scission de Tours à l'exclusion de Souvarine.

La formule de l'union du Centre et de la Gauche qui a permis au Parti de vivre et de s'améliorer est aujourd'hui dépassée. Elle ne suffirait plus à lui permettre de remplir ses tâches. L'assimilation des principes léninistes d'organisation, de stratégie et de tactique est faite par la majorité de la masse et des dirigeants du Parti. Les luttes soutenues en commun par les éléments des deux grandes tendances du Parti, après le Congrès de Lyon, contre la droite du Parti et de l'Internationale, ont mis en relief la possibilité pour elles de travailler avec une confiance et une mentalité communes sur le plan de l'Internationale.

Il ne saurait donc plus être question de la formule de pis aller que constituait l'union du Centre et de la

Gauche, mais d'une fusion totale de tous les éléments sains du Parti et de sa direction pour pratiquer la politique impersonnelle de gauche, c'est-à-dire par définition même, la politique de l'Internationale.

Le nouveau Comité Exécutif de l'I. C., par délégation du V^e Congrès, a constaté que la masse du Parti est à gauche. Il compte sur le Parti pour imposer à ses dirigeants, non seulement ce travail politique commun, mais la discipline la plus stricte.

Le Parti Communiste français veillera attentivement à la réalisation de ces conditions. Il se mettra au travail sans délai pour remplir toutes les tâches que lui a fixées le V^e Congrès mondial. Il réprimera tous les actes d'indiscipline. Il combattra avec énergie les déviations opportunistes qui pourraient se manifester et les survivances social-démocrates qui subsistent dans ses rangs. Il a conscience des perspectives politiques exceptionnellement favorables qui s'ouvrent devant lui. Il se donne pour but d'arriver devant le VI^e Congrès plus fort, politiquement et numériquement.

Le Parti Communiste français agira méthodiquement pour remplir tous ses devoirs, pour devenir un véritable Parti bolchevick, pour rester digne de la confiance de la classe ouvrière, du passé révolutionnaire du prolétariat français et de la mission historique qui lui échoit.

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI.

Le Prolétariat et les Paysans

Le prolétariat ne sera véritablement une classe révolutionnaire que s'il sait agir comme avant-garde de tous les travailleurs, de tous les exploités, comme leur chef dans la lutte pour le renversement de l'exploiteur. Or, cela est impossible si la lutte de classes n'est pas transportée dans les campagnes, si les travailleurs ruraux ne se groupent pas autour du Parti communiste, si les ouvriers industriels ne se chargent pas de l'éducation des travailleurs ruraux.

(2^e Congrès de l'I.C.)

La campagne et la révolution sociale

Jusqu'à ces dernières années, le prolétariat révolutionnaire n'avait accordé qu'une attention très relative à l'organisation et aux tendances de la classe paysanne. Sentant confusément que l'hostilité des paysans pouvait gêner considérablement et même faire échouer un mouvement révolutionnaire, les congrès ouvriers s'étaient contentés de voter des résolutions affirmant la nécessité de la neutralisation de l'élément rural, sans qu'aucun travail positif n'ait jamais été entrepris à cet effet.

Lénine a le premier compris l'importance politique de la classe paysanne ; en 1905, il écrivait, à la suite d'un soulèvement des paysans contre les propriétaires fonciers : « Le mouvement ouvrier urbain acquiert un nouvel allié : la classe paysanne. Aussi la question des rapports entre l'avant-garde consciente du prolétariat et les paysans prend une importance immédiate et pratique. »

Depuis la guerre, un certain nombre d'événements ont remis à l'ordre du jour cette question des rapports entre la ville et la campagne, comme par exemple la Révolution russe, dont la victoire

n'a été rendue possible que par une étroite collaboration des ouvriers et des paysans ; le triomphe du fascisme en Italie, qui puise ses principales forces dans la masse désabusée et inéduquée des travailleurs ruraux ; l'échec de l'insurrection bulgare, causé par le manque de liaison entre les paysans en lutte et les ouvriers industriels. A mesure que la bourgeoisie se débat dans des difficultés politiques et économiques toujours plus inextricables, à mesure que les antagonismes de classe s'aggravent, à mesure qu'approche l'heure du combat décisif entre le Capital et le Travail, se posent avec toujours plus d'acuité ces questions : « Quelle attitude prendront les paysans en cas d'insurrection prolétarienne ? Quel sera le rôle joué par les paysans dans la préparation, la réalisation et la consolidation de la Révolution ? »

La population rurale

Avant d'essayer de donner une réponse à ces questions, il est nécessaire d'examiner la situation actuelle de la population rurale et son évolution depuis la guerre.

La masse de la population agricole constitue une des couches les plus nombreuses de la plupart des pays capitalistes ; elle représente 56,3 % de la population totale en Espagne, 59,4 % en Italie, 64 % au Japon, 80 % en Yougo-Slavie, 83 % en Bulgarie ; dans les pays industriels, elle tient également une grande place : 40,3 % en France, 33,2 % aux États-Unis, 29 % en Allemagne, etc.

Mais cette masse arriérée, vivant dans des conditions spéciales et parfois primitives, n'est pas socialement homogène ; il existe dans son sein

des intérêts irréductiblement opposés. C'est ce qui explique pourquoi, malgré son importance numérique, elle n'avait joué avant la guerre aucun rôle politique actif.

Les paysans et la guerre

La dernière guerre a fauché plus de 10 millions de vies humaines, un nombre au moins égal de mutilés traîne sa misère à travers le monde. La plus grande partie des victimes de l'impérialisme mondial sont des paysans. Arrachés brusquement à leurs occupations, jetés à l'improviste dans l'enfer des tranchées, mis en contact journalier avec les éléments actifs de la classe ouvrière, les travailleurs ruraux ont vu peu à peu se transformer leur mentalité, jusque-là fermée à toute considération de classe. La haine de la guerre les a rapprochés du prolétariat dont ils comprennent tous les jours davantage les aspirations ; et si, pendant les années de guerre et d'après-guerre, les hauts prix des denrées agricoles ont paru apporter aux paysans un peu de prospérité, si un certain nombre d'entre eux ont pu, les uns se libérer des hypothèques qui grevaient leurs terres, les autres acquérir la propriété sur laquelle ils travaillaient — la désorganisation économique, la crise désordonnée des changes, l'accroissement continu des impôts, la politique d'armements et de brigandage poursuivie par les capitalistes de tous les pays, ont à peu près annihilé les avantages acquis pendant la guerre, parfois même, comme en Allemagne, le chaos économique, poussé à son comble, a ruiné les petits paysans et les a rejetés dans les rangs du prolétariat.

Ce bouleversement profond, provoqué par la guerre, dans les choses et dans les idées, a contribué au renforcement de la conscience de classe des paysans, et depuis ces dernières années, l'élément rural a fait son apparition comme facteur de la politique nationale et internationale. Constitué en parti indépendant ou allié à la bourgeoisie, il a essayé, dans quelques pays, de s'emparer du pouvoir. Mais ses tentatives ont toujours échoué, soit qu'il ait été trahi par ses chefs, soit qu'il ait été chassé du pouvoir, comme en Bulgarie, par les officiers et la bourgeoisie. Ces faits démontrent clairement que la paysannerie, en raison de sa dispersion à travers la campagne et de son manque de bases d'action dans les grands centres industriels, est incapable de gouverner en tant que classe dirigeante indépendante et que même, dans les pays où elle est numériquement très forte, elle doit chercher pour vaincre un allié qui ne peut être que le prolétariat.

Quoi qu'il en soit, l'apparition de la classe paysanne sur l'arène politique est d'une grande signification révolutionnaire. La question agraire, que la bourgeoisie est incapable de résoudre, est appelée à devenir une des plus fortes armes du prolétariat contre le régime capitaliste.

Les paysans et le fascisme

La bourgeoisie d'après-guerre, incapable de tenir tête légalement à la poussée révolutionnaire, a eu recours au fascisme, qui constitue la tentative de la grande bourgeoisie industrielle, financière, commerciale et agraire d'unifier les forces bourgeoises et de les dresser violemment contre le prolétariat en révolte.

Le fascisme trouve son principal point d'appui et recrute ses forces au sein des classes moyennes

de la ville et de la campagne. Ruinée par la crise économique, inquiète pour son avenir, la petite bourgeoisie des villes et des champs adhère au fascisme dans l'espoir que celui-ci rétablira la situation troublée par la guerre. Pour attirer à lui ces masses désabusées, le fascisme n'hésite pas à lancer des mots d'ordre démagogiques, comme, par exemple, « la lutte contre le grand capital » ou « la terre à celui qui la travaille ».

Ces mots d'ordre trouvent un accueil particulièrement favorable chez les paysans, qui, en raison des conditions particulières de leur existence, ont toujours été idéologiquement arriérés par rapport aux ouvriers industriels.

L'inorganisation des travailleurs ruraux constitue donc un danger très grave pour le prolétariat révolutionnaire. Comment éviter cette pénétration des forces et des idées fascistes à la campagne ? La première et principale tâche de la lutte antifasciste consiste en l'organisation de solides syndicats d'ouvriers agricoles, et en la liaison de ceux-ci avec les organisations des ouvriers industriels.

Les salariés agricoles sont, en effet, l'élément le plus révolutionnaire de la campagne ; subissant une exploitation égale, sinon supérieure, à celle des ouvriers des villes, ils ont en même temps très souvent des intérêts identiques à ceux des petits paysans. Ils constituent, par conséquent, le lien naturel entre la ville et la campagne et doivent servir de colporteurs de l'idéologie révolutionnaire au sein des masses paysannes.

En organisant ensuite les paysans travailleurs dans des groupements économiques, desquels seront chassés les gros bonnets campagnards, et en liant ces organisations aux syndicats d'ouvriers agricoles, et par répercussion aux syndicats d'ouvriers industriels, il sera possible de créer un bloc solide contre lequel viendront se briser toutes les tentatives de la bourgeoisie.

Les formes d'organisation à la campagne

Quelles sont les meilleures formes d'organisation des paysans ? Doit-on les grouper en partis indépendants ou en organisations économiques ? Doit-on constituer des groupements mixtes de petits paysans et d'ouvriers agricoles ou bien des organisations différentes ? Autant de questions qui ont une très grosse importance pour le développement de notre action à la campagne.

Quoique la diversité des situations et des conditions particulières d'existence pour chaque pays rende difficilement applicables des règles rigides, on doit pouvoir répondre d'une façon précise à ces questions.

Si on considère que le Parti communiste est le seul parti dirigeant tant du prolétariat que de la classe paysanne, la question de la constitution de partis paysans ne se pose pas ; cela ne veut pas dire que, dans les pays où ils existent déjà, il ne faut pas soutenir leur action ; cette tactique a permis au Parti communiste bulgare de regagner rapidement la confiance des masses.

La constitution d'organisations mixtes d'ouvriers agricoles et de paysans n'est pas non plus désirable, chacune de ces catégories de travailleurs ayant des tâches particulières à remplir. La confusion créée par ces groupements mixtes en Italie, a seule permis, pour une grande part, le triomphe rapide du fascisme à la campagne.

L'Internationale paysanne

La bourgeoisie, dont la politique de conservation sociale trouve un appui précieux dans la paysannerie, a toujours cherché à enrôler celle-ci dans des organisations politiques et économiques dirigées par les grands propriétaires réactionnaires. Elle a même tenté, à plusieurs reprises, de créer un groupement international des paysans. C'est ainsi qu'en 1922, elle essaya de fonder, à l'aide des gros propriétaires fonciers et des paysans riches, une « Internationale Verte », qui devait grouper tous les paysans sans exception, et avait, en réalité, pour but d'étouffer la fermentation révolutionnaire qui se manifestait chez les paysans ; Cette tentative échoua. A peu près à la même époque, le ministre bulgare Stamboulski fit une autre tentative soutenue par Raditch (1) en Croatie, Vitos en Pologne et les zaranistes roumains. Cette tentative échoua également, par suite du caractère réactionnaire de ce groupement et du fait qu'on essaya de grouper ensemble les gros et les petits paysans, dont les intérêts sont souvent antagonistes.

A l'occasion de l'Exposition Internationale Agricole qui eut lieu à Moscou, l'automne dernier, se réunit une conférence à laquelle assistaient 122 délégués de 40 pays différents. Cette conférence étudia non seulement la situation des paysans dans tous les pays, mais se proposa de défendre énergiquement les intérêts de la classe pay-

(1) Le parti républicain croate, dirigé par Raditch, vient d'adhérer à l'Internationale paysanne.

sanne en décidant la création d'une Internationale Paysanne, dont le programme d'action immédiate est le suivant :

1° Soutenir la lutte dans le monde entier pour l'émancipation de la classe paysanne du joug séculaire que lui imposent les propriétaires fonciers et les capitalistes ;

2° Etablir et affermir les liens les plus étroits entre les organisations paysannes du monde entier ;

3° Lier la ville et la campagne, les paysans et les ouvriers sur l'échelle nationale et internationale pour une coopération et une lutte commune contre le capitalisme.

A la même époque, la Conférence Internationale des ouvriers agricoles adoptait des résolutions en vue du renforcement des organisations syndicales, indispensables pour assurer une liaison intime entre la ville et la campagne.

La création de l'Internationale Paysanne a une grande importance historique. Si elle réussit dans tous les pays à grouper les paysans pauvres et moyens et à les unir avec les organisations ouvrières, ces forces coalisées mettront fin à la domination du capitalisme. La classe ouvrière a le plus grand intérêt à ce que l'Internationale Paysanne devienne rapidement une puissante organisation mondiale.

J. CASTEL.

(Dans le numéro prochain, nous publierons un deuxième article du camarade Castel, sur : La question agraire en France. — Note d. l. Réd.)

L'Accord Anglo-Russe

« Il n'y a rien de têtue comme un fait. »
(Proverbe anglais.)

Le 8 août ont été signés, après six mois de délibérations, deux accords entre la Russie des Soviets et l'Empire britannique : un accord sur la question des demandes des industriels et des dettes et un nouvel accord commercial.

L'importance de cet événement a été très bien caractérisée par le camarade Tchitchérine, commissaire aux Affaires étrangères, dans son communiqué officiel :

« Le traité général qui pose la première pierre du nouveau régime des relations entre l'Union des Républiques Soviétiques et l'Angleterre constitue un des principaux événements de la politique extérieure des Soviets et marquera, par conséquent, dans l'histoire des relations internationales de notre temps. La situation mondiale s'en ressentira. »

Rappelons les principaux points de ces deux accords :

Les deux signataires s'engagent à respecter entièrement la Constitution générale et la *Constitution juridique*, en particulier, des deux pays et à ne s'immiscer sous aucune forme dans les affaires intérieures de l'autre pays.

Le règlement de la question des dettes et des revendications de l'un et de l'autre des deux gouvernements contractants est ajourné *sine die*. On

sait que les créances de guerre du gouvernement anglais à l'égard du gouvernement tsariste et du gouvernement Kérensky se montent à elles seules à environ 15 milliards de francs-or. D'autre part, sont ajournées tout d'abord : la question des exigences du Gouvernement des Soviets concernant les dommages causés par les interventions contre-révolutionnaires du gouvernement anglais et, ensuite, la question des dépôts-or russes se trouvant dans les banques anglaises.

La nationalisation de l'industrie et l'annulation des dettes par les décrets du gouvernement soviétique sont considérées par l'Angleterre comme un *fait accompli*. Mais une indemnité *partielle* sera exceptionnellement accordée aux anciens propriétaires de biens nationalisés et aux créanciers privés. Cette question sera réglée par des commissions mixtes ou par des pourparlers directs entre le Gouvernement des Soviets et les créanciers. Lorsque ces questions seront réglées par un nouvel accord, le gouvernement anglais proposera au Parlement un emprunt pour la Russie. Le montant de cet emprunt reste à fixer.

Par l'accord commercial, le gouvernement anglais reconnaît le monopole du commerce extérieur des Soviets et accorde à certains membres de la Commission commerciale russe en Angleterre les droits de l'exterritorialité. Les deux Etats s'accordent mutuellement le droit de préférence.

Tel est le contenu essentiel des accords signés à Londres.

Quel est le sens politique et quelle est l'importance des deux accords ?

« Les faits sont des choses entêtées. » Le fait de l'existence de l'Etat soviétique, son développement ininterrompu et sa consolidation, obligent le monde capitaliste de s'accommoder avec lui.

D'une année à l'autre, d'un mois à l'autre même, le capitalisme accorde des concessions de plus en plus importantes au prolétariat révolutionnaire de Russie et, par là, au prolétariat révolutionnaire du monde entier.

Il suffit de jeter un coup d'œil en arrière sur les voies détournées que la politique du capital mondial, et notamment du capital anglais, a suivies ces dernières années à l'égard de la Russie des Soviets, pour saisir toute la portée des accords anglo-russes.

Le gouvernement anglais fut le principal inspirateur dans les interventions contre-révolutionnaires. Le débarquement des troupes anglaises à Arkhangelsk inaugura la période des *interventions armées*. La lutte héroïque des ouvriers et paysans russes guidés par le Parti communiste et le gouvernement soviétique réussit à repousser et à écraser les bandes de Ioudenitch, Koltchak et Denikine, inspirés par le gouvernement anglais. Ainsi, les baïonnettes des soldats rouges marquèrent la première étape dans l'histoire de la reconnaissance de la Russie des Soviets.

Après ces défaites, l'impérialisme anglais changea de tactique. Il essaya de se soumettre la Russie révolutionnaire par la pression économique.

Lors de la famine russe de 1921-1922, il tenta de profiter de la situation difficile des Soviets pour obtenir des concessions avantageuses.

A la Conférence de Gênes, en 1922, Lloyd George proposa la reconnaissance du gouvernement soviétique, sous la condition que celui-ci accepte le principe du paiement *intégral* des dettes du gouvernement tsariste et des sujets privés, et le principe de l'indemnisation des capitalistes étrangers.

Cette proposition équivalait à une reconnaissance des Soviets au prix d'une renonciation à toutes les conquêtes économiques de la Révolution d'octobre. Le gouvernement soviétique repoussa la proposition de Lloyd George.

Une troisième étape s'ouvre avec l'avènement au pouvoir de Mac Donald.

Le développement de la conscience de classe des ouvriers anglais et les difficultés de la situation économique en Angleterre incitèrent la bourgeoisie anglaise à remettre le pouvoir gouvernemental entre les mains des travaillistes. Sous la pression des masses ouvrières, Mac Donald concède la reconnaissance *de jure* des Soviets sans condition. Les deux accords anglo-russes qui viennent d'être signés à Londres sont le résultat de cette reconnaissance *de jure*.

Le début de la Conférence anglo-russe fut marqué par les exigences bien connues des banquiers anglais. Ils ne demandèrent rien de moins que la révision du Code civil et la création de tribunaux indépendants (?) en Russie Soviétique, la suppression du monopole du commerce extérieur et la reconnaissance intégrale des dettes.

Il suffit de faire une comparaison entre le contenu des deux accords dernièrement signés à Londres et les exigences des banquiers ou celles présentées par Lloyd George à la Conférence de Gênes, pour comprendre le progrès accompli par la politique extérieure des Soviets.

La question des dettes et des obligations d'Etat est renvoyée aux calendes grecques. La nationa-

lisation de l'industrie et de la terre, qui inaugure une nouvelle époque historique, est enregistrée par le capitalisme anglais comme un fait accompli.

Le capitalisme anglais n'a accordé cette concession importante que contre une autre de la part de la Russie. Les industriels et créanciers anglais doivent recevoir une indemnité partielle. Mais cette concession russe est étroitement liée à la question de l'emprunt à lancer pour le gouvernement soviétique. Le montant de cet emprunt dépendra du montant des obligations reconnues par les Soviets, mais il devra, forcément, être supérieur à ces obligations et, au surplus, devra servir à des achats en Angleterre de matériel pour la reconstruction et le développement de l'industrie et de l'agriculture russes.

Pour la première fois, le principe de la nationalisation a été reconnu par un puissant Etat capitaliste, tel que l'Angleterre. En même temps, le gouvernement anglais reconnaît le monopole du commerce extérieur et la constitution juridique de la Russie des Soviets (deux points auxquels s'étaient opposés les banquiers anglais, comme nous l'avons constaté).

Ainsi, la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique est suivie — de la part du capitalisme anglais — par la reconnaissance du système économique de l'Etat soviétique **AU MEME TITRE que le système capitaliste lui-même.**

C'est en ceci que consiste la portée principale des contrats signés à Londres.

**

A Gênes, la Russie des Soviets se heurta au bloc ferme et uni du puissant capital mondial. Tous les représentants s'étaient entendus sur les conditions à poser aux Soviets.

Les traités séparés signés à Londres font une brèche dans le cercle du capital mondial.

La politique extérieure du gouvernement soviétique, visant à la conclusion d'accords séparés avec les divers pays capitalistes, a remporté un succès considérable.

Quelques jours après la signature du traité anglo-russe, se terminait aussi la « Conférence de Londres ». Il est particulièrement intéressant de rapprocher ces deux événements.

Le but poursuivi par la délégation russe à Londres était d'*obtenir un emprunt*. Il lui sera accordé, après le règlement partiel des dettes et exigences privées.

L'Allemagne aussi est allée à Londres pour trouver de l'argent. On va le lui donner — si elle exécute le plan des Experts, si elle abandonne sa souveraineté économique et vend son prolétariat aux banquiers anglo-américains.

Cette confrontation éclaire nettement la différence fondamentale qu'il y a entre la *position* qu'occupe dans la politique mondiale la Révolution russe et la « Révolution » allemande, celle-ci dirigée par les social-traitres de la 2^e Internationale.

A la Révolution russe victorieuse, on ne dicte pas. Si elle fait des concessions, c'est seulement parce qu'on lui accorde des concessions tout aussi importantes.

Et comment traite-t-on l'Allemagne du social-démocrate Ebert ? Aux dures expériences du prolétariat allemand de la période d'après-guerre s'ajoute maintenant, à Londres, une nouvelle leçon tout aussi dure et aussi instructive.

Le monde capitaliste est tenu à trouver un accommodement avec la Russie Soviétique. Et celle-ci est à son tour obligée à tenir compte de ces adversaires capitalistes qui l'entourent et dont le prolétariat est encore sous l'emprise des social-traitres.

La Russie des Soviets — cette forteresse entourée d'ennemis capitalistes — s'est posée le problème grave suivant. Elle veut trouver les moyens lui permettant non seulement de se maintenir jusqu'à ce que le prolétariat d'un des pays indus-

triels les plus importants vienne à son secours, mais aussi les moyens de réaliser le socialisme, lentement peut-être, mais sûrement.

Du moment où la Russie pouvait espérer d'obtenir en Angleterre des capitaux nécessaires à son développement socialiste, elle n'hésitait pas de saisir cette occasion, même au prix de certaines concessions.

C'est en ceci que se résume le sens des contrats anglo-russes.

RUIS.

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Rapport de Varga sur la Situation Economique Mondiale

(Séance du 20 juin 1924.)

Les événements de ces trois dernières années ont confirmé l'idée fondamentale des thèses du 3^e Congrès, à savoir que la société capitaliste se trouve actuellement dans une période de crise, avec alternances de hauts et de bas.

La décomposition de l'économie capitaliste

Il est difficile de définir ce qu'il faut entendre par période de crise du capitalisme. Je dirais qu'une période de crise est une période où les contradictions de la société capitaliste s'accroissent à un tel point que l'unité de l'économie mondiale en est ébranlée, que la production, ascendante en capitalisme normal, reste stagnante ou se réduit, que par conséquent, la bourgeoisie ne peut plus assurer au prolétariat un niveau d'existence convenable et que, par suite, la possibilité objective de luttes victorieuses pour le pouvoir est donnée. Les bourgeois et les social-démocrates prétendent que la crise est déjà surmontée ou en voie de l'être. Cette conception est fautive. Probablement, la crise prendra dès cette année des formes particulièrement aiguës.

En 1923, la meilleure année d'après-guerre, la production mondiale n'a pas encore regagné le niveau de 1913.

Quant à l'agriculture, il faut constater que la surface ensemencée est de beaucoup inférieure à celle de 1913 : pour le froment en 1922 17 % de moins, pour l'avoine 13 %, l'orge 24 0/0, le seigle 8 0/0. D'autre part, nous observons dans le coton, le caoutchouc et autres matières premières, une tendance constante du capitalisme à réduire la production pour obtenir des profits plus élevés.

Dans l'industrie lourde, la production du charbon atteint juste celle d'avant-guerre, tandis que le fer, l'acier, en sont encore loin. La capacité de production de l'industrie lourde n'est point totalement utilisée. En Angleterre, il n'y a que 194 hauts fourneaux sur 457 qui travaillent. En Amérique, seulement 270 hauts fourneaux sur 420 au début de l'année, 230 au mois de mai et en ce moment

probablement pas plus de 200. En Allemagne, l'industrie lourde a chômé durant toute l'année.

C'est même une erreur de parler à présent d'une production mondiale et de la comparer avec celle d'autrefois. L'économie mondiale actuelle se divise avec une netteté assez remarquable en deux parties : l'Amérique et les colonies britanniques, où le capitalisme se trouve encore sur la courbe montante, et le vieux territoire industriel d'Europe où il subit une crise spéciale. Une part de plus en plus grande de la production totale est fournie par l'Amérique et une part de plus en plus petite par l'Europe. En 1913, l'Amérique donnait 40 % du fer, à présent 62 % ; 42 % de l'acier, à présent plus de 60 0/0 ; 75 % du pétrole, maintenant 72 %. Par contre, en 1913, l'Angleterre produisait 10,2 millions de tonnes d'acier, aujourd'hui seulement 7,6 millions. En 1913, l'Allemagne produisait 19,2 millions de tonnes d'acier, aujourd'hui 5 millions.

Un des signes les plus importants de cette crise est le chômage. Nous constatons ce fait curieux que dans les pays les plus importants, où pendant cette période l'économie capitaliste se serait so-disant assainie, le nombre des sans-travail est resté le même. On évalue aujourd'hui le nombre des chômeurs à 5 millions. Ce sont les chiffres officiels, le chiffre réel est certainement encore plus élevé. Avant la guerre, le chômage était un phénomène passager, tandis qu'à présent, il est devenu permanent. En Angleterre, il y a des ouvriers qui chôment depuis trois ans et que le capitalisme a été incapable d'occuper même pendant la phase prospère qu'il vient de passer.

Le problème de l'accumulation

J'arrive maintenant à une question qui est discutée vivement, surtout dans le parti allemand : l'accumulation. Y a-t-il à présent accumulation ? Nous devons faire la distinction entre l'accumulation de richesses et l'accumulation de capital. Des richesses sont des produits accumulés sous leur forme-nature, et le capital comprend la partie de ces richesses en la possession de capitalistes et

servant à l'exploitation. On peut résoudre cette question en étudiant les sommes placées dans les caisses d'épargne, les émissions, etc... Cependant, à l'époque actuelle de la dépréciation de la monnaie, toutes ces observations sont très hypothétiques. En outre, l'interdépendance actuelle des sociétés par actions enlève presque toute possibilité de distinguer une nouvelle accumulation des différentes formes d'interpénétration des actions et du capital. Il est cependant certains critères, comme le bâtiment et la production de fer et d'acier. Or, d'après ces signes, nous nous apercevons qu'aux Etats-Unis il y a certainement eu accumulation de richesses, mais qu'on ne saurait en dire autant des pays européens. La crise des logements est passée à l'état aigu en Europe et le capitalisme a été incapable de faire revivre la construction de bâtiments. Il n'est donc pas capable d'une accumulation normale de richesses ou de capital. On accorde souvent à cette question une importance politique qu'elle ne mérite pas. Dans la *Vie Ouvrière*, le camarade Ollivier contestait l'opinion de l'Internationale Communiste sur la crise de l'économie mondiale. Pendant la guerre et l'avant-guerre, le capitalisme aurait tant accumulé qu'à présent il ne pourrait être question de crise, il est naturellement possible que pendant une crise il y ait accumulation de capital et que des succès du prolétariat soient possibles, cette accumulation se poursuivant aux dépens des classes moyennes, ainsi que nous l'avons vu en Allemagne où, sur une richesse totale amoindrie, une part plus grande est passée aux mains des plus gros capitalistes. L'accumulation n'a donc pas eu lieu par acquisition de nouvelles valeurs, mais par expropriation de certaines catégories sociales. La situation était donc favorable au prolétariat autant qu'elle ruinait les classes moyennes.

Par contre, la conception de quelques camarades allemands, qui disent qu'il n'y aurait pas d'accumulation et que le sort du capitalisme serait déjà décidé, est très dangereuse. Le capitalisme ne peut être renversé que par de grandes luttes pleines de sacrifices, même s'il ne peut plus accumuler. Le capitalisme comme organisation servant à opprimer le prolétariat peut durer même s'il n'accumule plus, si le prolétariat n'y met pas de force un terme.

Les trois aspects de la crise capitaliste

En observant la situation économique des trois dernières années, nous voyons les trois grands phénomènes nouveaux que voici : 1° La fin de toute économie capitaliste mondiale formant un ensemble ; 2° une crise spéciale des pays industriels d'Europe Occidentale au milieu de la crise générale et 3° la crise agraire.

Nous devons souligner l'existence de la Russie, République immense en dehors de l'économie capitaliste, où le gouvernement prolétarien est aujourd'hui si fermement assis que ses adversaires les plus acharnés n'espèrent plus sa chute.

Il faut aussi remarquer l'absence d'une conjoncture unique mondiale. L'amélioration dans un pays est rachetée la plupart du temps par l'aggravation dans les autres pays. La haute conjoncture américaine était un phénomène isolé. Il est caractéristique que précisément à son apogée, la balance commerciale des Etats-Unis était passive. L'économie capitaliste mondiale ne forme plus un tout. La France a également traversé une conjoncture

spéciale, basée sur l'inflation lente et sur la nécessité de reconstruire les régions dévastées. Lorsque cette reconstruction sera achevée, cette prospérité cessera.

Le mouvement des changes constitue un autre trait caractéristique de la décomposition de l'économie capitaliste. On parle beaucoup de la stabilisation du change en Autriche, en Allemagne et en Pologne, mais nombre d'autres pays sont entrés dans la période de dépréciation de la monnaie. Il n'y a plus un seul pays en Europe dont le change soit au pair avec le dollar. On marche non pas à une amélioration, mais à une aggravation.

Un autre élément important est constitué par la stagnation du mouvement international des capitaux. Quoique le taux de l'intérêt soit monté en Europe à 40, 50, 60, voire jusqu'à 100 % au lieu de 2, 3 ou 4 % en Amérique, aucun capital n'afflue d'Amérique en Europe, parce que la sécurité des placements en Europe ne paraît pas suffisante. Voilà pourquoi l'or reflue aux Etats-Unis, où de telles réserves se sont déjà accumulées, qu'on ne sait plus ce qu'il faut en faire. Les billets de banque sont déjà couverts par plus de 80 % d'or, et si cela continue l'émission de billets ne sera plus lucrative. Cependant, les monnaies européennes font les plus folles escapades, faute de couverture.

J'en viens à présent à la crise spéciale des pays industriels d'Europe Centrale. Ces pays vivaient de l'importation de produits alimentaires et de l'exportation de produits manufacturés. Cette possibilité d'exportation s'est de plus en plus réduite au cours des dernières dizaines d'années, à la suite de l'industrialisation des pays d'outre-mer et de la crise agraire. Nous voyons aujourd'hui tous les Etats s'efforcer d'avoir leurs industries à eux : même les colonies anglaises érigent des barrières douanières contre les produits industriels de l'Angleterre. Ce processus rétrécit de plus en plus la base vitale des pays industriels d'Europe.

La crise agraire est causée par le fait que dans presque tous les pays du monde, les prix des produits industriels sont de beaucoup supérieurs aux prix des produits agricoles. Ce phénomène fut observé d'abord en Russie et en Amérique. On pensait d'abord avoir affaire à un phénomène spécial à ces pays, mais on finit vite par se convaincre qu'il se répétait presque partout.

Une autre cause de la crise agraire est l'organisation des trusts pendant la guerre et l'après-guerre. Presque tous les produits industriels furent vendus à des prix artificiels de monopole, tandis que la liberté des prix reste entière dans l'agriculture, où il est impossible de réunir des millions de producteurs en cartels ou en trusts. Les « ciseaux » ne sont par eux-mêmes pas la crise agraire, mais ils la deviennent là où le taux des fermages, les intérêts et les impôts sont si élevés que les producteurs ne peuvent plus les payer, vu les prix relativement bas des produits agricoles.

Bien des fermiers ont quitté leurs fermes et beaucoup d'autres n'ont pu y rester que grâce aux banques qui préfèrent prolonger les crédits que de perdre leur créance par l'émigration des farmers. Mais en beaucoup d'endroits, ces banques ont fait faillite elles-mêmes.

La crise agraire est aussi très aiguë dans les Etats européens. Pendant un certain temps elle est demeurée cachée par l'inflation, qui permettait aux producteurs agricoles de payer leurs impôts, intérêts, etc... en monnaie se dépréciant à vue d'œil ; mais au moment de la stabilisation, cette

crise agricole se révèle avec toute son acuité. Dans quelques pays il est possible que cette crise agricole ne soit qu'un phénomène passager. Les tarifs protectionnistes en Allemagne peuvent considérablement l'atténuer. La crise agricole est d'une très grande importance politique, car elle rapproche les paysans moyens et pauvres du prolétariat. Enfin, une cause importante de la crise agricole est la crise de l'industrie. Le fait qu'il y a toujours des millions de chômeurs et que les salaires sont réduits, aboutit à une réduction considérable de la vente des vivres.

Tous les phénomènes que j'ai cités pour caractériser l'économie capitaliste, nous mènent au résultat que les antagonismes de classe se sont très accentués. Je m'étonne que Hilferding dise la même chose. En quoi consiste cette accentuation ?

Premièrement, la concentration de la production, la centralisation des fortunes, la formation de trusts et de « Konzerns », fait des progrès exorbitants. En même temps les classes moyennes ont été largement expropriées, surtout dans les pays d'inflation. L'abîme entre le petit groupe de capitalistes commandant et la petite et moyenne bourgeoisie devient de plus en plus profond. Une partie de plus en plus grande de la petite bourgeoisie est prolétarisée et tombe sous l'exploitation du capitalisme.

Deuxièmement, parallèlement à ce processus se poursuit le processus d'interpénétration des intérêts du grand capital des différents pays. D'un côté nous voyons l'alliance des Morgan avec Schneider, Stinnes ; d'autre part, Rockefeller et les groupes capitalistes de différents pays européens, dont la dépendance des Etats-Unis apparaît de plus en plus nettement.

Les prochaines perspectives

Nous nous trouvons au commencement d'une des plus graves crises des Etats-Unis. La crise était à prévoir, nous l'avons attendue déjà pour la fin de 1923. Toutes les informations que nous recevons d'Amérique, disent que la production tombe avec une telle rapidité qu'on n'a jamais vu auparavant aux Etats-Unis. Le trust de l'acier, par exemple, travaillait en mars à 100 % de sa capacité et fin mai seulement à 60 %. Il y a un million d'automobiles non vendues, l'industrie du bâtiment s'est réduite en mai de 23 % et à New-York même de 70 %, etc., etc... Les produits industriels américains sont jetés à présent sur le marché européen et font la plus grande concurrence à l'industrie européenne. La crise actuelle ne manquera certainement pas de peser sur l'Europe. La bourgeoisie américaine n'a pas voulu croire à cette crise économique. Cet optimisme a entraîné même une partie du Parti Communiste. La crise devint matière à discussion entre les camarades américains. Le camarade Pepper était d'avis que la crise était actuelle, mais la majorité l'attendait pour plus tard. Cette majorité s'est basée sur un de mes rapports. Mais elle n'avait pas raison, ce rapport ne se rapportant qu'à l'année 1923 et ne pouvant par conséquent être applicable à 1924.

Nous sommes d'avis que nous allons à l'encontre d'une crise mondiale générale. La social-démocratie le conteste de toute son énergie. Elle croit que la solution de la question des réparations conduira à l'amélioration de la situation européenne. Voilà pourquoi il est nécessaire que nous nous occupions en détail de ces questions de politique économique, qui sont en rapport avec la question des réparations.

On essaya d'abord d'extorquer à l'Allemagne des

réparations en monnaie étrangère. Mais cette tentative aboutit à l'écroulement de la monnaie allemande, ébranla le capitalisme jusque dans ses profondeurs et fit surgir le danger ou d'une révolution ou d'une réaction nationaliste. Il apparut que la question des réparations est insoluble par cette voie. Mais elle n'était pas seulement une question économique, mais aussi une question de puissance. Par les conditions des réparations, l'Allemagne doit être éliminée comme État indépendant et devenir un jouet des grandes puissances impérialistes.

Deux conceptions s'affrontèrent : premièrement, celle de l'industrie lourde française, qui tendait à annexer la Ruhr et la rive gauche du Rhin économiquement et politiquement, à la France, à créer un centre de l'industrie lourde en Europe Occidentale et à établir l'hégémonie de la France, sur le continent européen.

Cette conception de puissance politique fut très dangereuse pour l'Angleterre, car elle pouvait aboutir, outre à la supériorité militaire, aussi à la supériorité économique de la France sur l'Angleterre.

L'autre conception, celle de la Grande-Bretagne comprenait que la supériorité militaire momentanée de la France privait l'Angleterre de la possibilité de s'opposer par la violence aux projets impérialistes de la France. Voilà pourquoi l'Angleterre se contentait de pousser l'Allemagne contre la France et la France contre l'Allemagne, de les affaiblir simultanément pour pouvoir ensuite dicter ses conditions. Cette politique devait aboutir sur les points essentiels à la victoire de la politique anglaise, car bien que la France eût vaincu militairement dans la Ruhr, que la résistance passive s'écroulât prématurément grâce à la trahison de la bourgeoisie allemande, la France ne pouvait maintenir économiquement cette position. L'Angleterre voulait naturellement affaiblir aussi l'Allemagne. Dans le cas d'une réduction des charges de réparations, la bourgeoisie allemande, en effet, devait faire à l'industrie anglaise une formidable concurrence, la bourgeoisie allemande ayant pu se débarrasser de ses dettes intérieures pendant la période d'inflation.

Le rapport des experts constitue une tentative de la bourgeoisie alliée pour résoudre en commun la question des réparations. Il poursuit un double but : 1° Empêcher la révolution prolétarienne ou une action de revanche nationaliste, laisser vivre la bourgeoisie allemande, mais, 2° la laisser vivre de telle sorte que la bourgeoisie de l'Entente garde entre ses mains le contrôle de l'Allemagne afin d'empêcher une concurrence dangereuse de la bourgeoisie allemande. Ainsi, l'Allemagne devient une colonie de la bourgeoisie alliée.

Politiquement, la défaite de la politique française et la victoire de la politique anglo-américaine constitue une coalition qui va de Morgan à Paul Lévi pour empêcher la révolution prolétarienne.

Mais ce sera la condition la plus essentielle de l'assainissement qui fera défaut, l'Allemagne ne pouvant exporter sans causer une forte crise de l'économie anglaise et française les marchandises nécessaires au paiement des réparations. Je ne crois donc pas que l'espoir de Hilferding soit justifié.

Il est intéressant d'observer que ce sont justement les social-démocrates qui sont si optimistes. Et c'est naturel, la tâche des partis social-démocrates consistant à inciter les masses du prolétariat à renoncer aux moyens révolutionnaires. Cet optimisme n'est pas partagé par les milieux dirigeants économiques de l'Angleterre. Nous trouvons le plus

noir pessimisme dans les affirmations des politiciens dirigeants d'Angleterre. Parallèlement à ce pessimisme, nous voyons se ranimer en Angleterre, d'une part le malthusianisme et, d'autre part, « l'émigration aux colonies ». D'autre part, l'Amérique interdit cette dernière. Cela montre que la bourgeoisie des Etats-Unis elle-même n'espère pas que le relèvement se poursuivra de façon illimitée. Politiquement, cette interdiction de l'immigration constitue une coalition entre l'aristocratie ouvrière, les organisations fascistes et la grande bourgeoisie américaine afin d'écartier des éléments ouvriers révolutionnaires ou accessibles aux idées révolutionnaires.

La social-démocratie tire des conséquences pacifistes de l'interpénétration des intérêts de la bourgeoisie internationale. Elle croit que cette interpénétration est tellement avancée que toute guerre

est impossible à l'avenir. Mais c'est aussi inexact que l'hypothèse de Norman Angell avant la guerre mondiale. Il ne faut pas surestimer cette interpénétration. Elle est encore loin d'être assez avancée pour surmonter les antagonismes d'intérêts.

Pour résumer, nous pouvons indiquer les perspectives que voici pour les années 1924-1925 : de graves crises en Amérique et, en connexion avec elles, une aggravation de la situation économique en Europe ; la possibilité objective de luttes prolétariennes. Si nous ne réussissons pas à unir les masses ouvrières, à reconstruire le Parti sur une base solide, gagner les paysans à notre cause, cette possibilité objective peut passer. Dans ce cas, le capitalisme pourrait surmonter passagèrement la crise aux dépens du prolétariat. Il appartient au prolétariat de profiter de la possibilité des luttes révolutionnaires pour empêcher cette seconde éventualité. (*Applaudissements.*)

LA QUESTION SYNDICALE

Rapport de Losovsky

(Séance du 5 juillet)

Losovsky. — La question de notre tactique syndicale se pose inévitablement à tous les Congrès et à toutes les sessions de l'Exécutif élargi de l'I.C. La cause en est qu'elle constitue une des questions les plus complexes de la tactique communiste.

En fait, quel est le rôle des syndicats dans la lutte de la classe ouvrière ? Dans le passé, ils étaient des organes de résistance à l'exploitation. Depuis la guerre, sous l'influence de la bourgeoisie, ils se sont transformés en auxiliaires de l'Etat bourgeois. Ce n'est que peu à peu qu'ils se libèrent de l'influence de la bourgeoisie et du réformisme et se transforment, entre les mains des communistes, en organes d'assaut contre le régime capitaliste.

Les syndicats sont le lien naturel entre le Parti et la classe ouvrière. Ce n'est que par cet engrenage que le Parti peut pénétrer dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi l'I.C. a toujours attaché une grande attention au mouvement syndical et que le V^e Congrès doit encore s'en occuper sérieusement.

Pour tracer notre ligne de conduite pour la période prochaine, il faut avant tout nous rendre clairement compte du mouvement ouvrier international à l'heure actuelle. L'Internationale Communiste doit agir dans une conjoncture sociale et économique donnée et la condition première de toute son activité est d'étudier cette conjoncture. La situation actuelle du mouvement syndical peut être esquissée de la façon suivante :

La retraite générale de la classe ouvrière a pris fin. En beaucoup de pays, la classe ouvrière est passée à la contre-offensive. En Angleterre en particulier, on remarque durant les derniers mois une grande vague de grèves économiques dont la portée politique est toujours plus grande. La portée de ces grèves était d'autant plus grande que le gouvernement travailliste a constamment joué le rôle incontestable de défenseur des intérêts de la bourgeoisie.

Même en Allemagne, où la classe ouvrière se trouve dans une situation difficile, la dernière *lutte défensive* des mineurs peut être considérée comme un succès ; elle a réussi à repousser l'attaque, ce qui est très important surtout pour le prolétariat allemand qui ne s'est pas encore relevé de sa défaite d'octobre.

En Norvège, une grève de six mois n'a pas, malgré la défaite, trop ébranlé les syndicats. Dans quelques industries on a même obtenu quelques augmentations de salaires.

En France également on signale un certain nombre de grèves offensives. En un mot, on peut estimer que la retraite a pris fin et que nous entrons dans une nouvelle période d'activité, où les conflits économiques iront en s'aggravant, où les combats offensifs et défensifs se feront toujours plus violents, où l'instabilité politique des pays capitalistes s'accroîtra sans cesse.

Les deux dernières années de la lutte de la classe ouvrière ont renforcé dans tous les pays les liens entre les classes dominantes et les chefs des syndicats réformistes. Nous voyons une masse de conflits liquidés avec l'aide des chefs syndicaux réformistes.

On peut dire que le réformisme a atteint son comble. Il a commencé par la défense nationale pour aboutir à la défense des bénéfiques patronaux.

Les méthodes de lutte des amsterdamistes sont restées aussi platoniques et inefficaces qu'auparavant. Malgré ses protestations verbales, l'Internationale d'Amsterdam a soutenu l'occupation de la Ruhr. Elle s'est accrochée au rapport des experts comme à une branche de salut.

Ce rôle de jaunes de l'Internationale d'Amsterdam et de ses Sections nationales devait fatalement accroître le mécontentement des masses. A l'heure actuelle, l'influence de l'I.C. et des Partis communistes croît dans les syndicats et nos partis et les minorités révolutionnaires jouent un rôle

toujours plus grand dans les luttes économiques du prolétariat.

Nous en avons eu des exemples en Allemagne et en Angleterre, où un grand nombre de grèves « non officielles » ont été déclanchées contre la volonté des chefs, et ont été menées avec la participation directe des communistes.

Si nous prenons la France, nous voyons à quel point le Parti communiste a acquis de l'influence dans la C.G.T.U. Il n'est pas un pays où le Parti communiste n'ait accru son importance dans le mouvement ouvrier et où la question de l'attitude à l'égard des communistes ne soit à l'ordre du jour. Même au Japon, en Chine, et dans les Indes, cette question est à l'ordre du jour.

Les succès communistes dans le mouvement syndical ont exacerbé l'acharnement des réformistes contre les communistes « désorganiseurs ».

L'évolution de l'Internationale d'Amsterdam, la transformation de ses chefs en instruments de la réaction fascistes, en jaunes, a fait naître dans les masses le désir non seulement de chasser les traîtres des rangs prolétariens, mais aussi a fait désespérer certains milieux ouvriers de l'efficacité du mot d'ordre de la conquête des syndicats. Cet état d'esprit s'est surtout manifesté en Allemagne par la sortie des syndicats et par les tentatives de créer une nouvelle tactique, laquelle a d'ailleurs été repoussée par le Congrès de Francfort. Néanmoins cet état d'esprit subsiste toujours.

L'échec de la politique intérieure et extérieure des gouvernements bourgeois a fini par méconter les masses prolétariennes et paysannes, ce qui a conduit, dans certains pays (Angleterre, France, Danemark) à la formation de gouvernements de gauche semi-socialistes dont la tâche est de masquer par des phrases l'ancienne politique bourgeoise. Nous constatons ainsi une nouvelle vague d'illusions réformistes, une seconde jeunesse de la Société des Nations et du Bureau International du Travail.

Il faut avoir en vue tous ces traits généraux de la situation si l'on veut fixer notre tactique dans le mouvement syndical. La tactique de l'I.C. est toujours déterminée par la conjoncture dans laquelle il faut agir. Nous avons une nouvelle conjoncture, de nouveaux facteurs, il nous faut donc voir ce qui, dans notre ancienne tactique, reste juste, ce qu'il faut rejeter et ce qu'il faut introduire, dans nos méthodes et nos moyens de lutte.

Dans toute l'activité de l'I.C., on distingue l'idée de la lutte pour l'unité. Il est naturel de se demander si cette idée n'a pas vieilli. L'unité n'est pas un but en soi, mais un moyen. L'unité syndicale est le meilleur champ d'action pour l'activité communiste et crée les conditions les plus favorables pour la conquête des masses. C'est en partant de ce principe que l'I.C. s'est prononcée résolument contre la destruction des syndicats, et qu'elle a opposé à ce mot d'ordre celui de leur conquête, car la conquête des masses ne peut être conçue sans la conquête des syndicats.

En quoi consiste cette dernière ? Quelques malentendus existent dans cette question. Quelques camarades disent : « Nous ne réussirons jamais à conquérir les syndicats parce que la bureaucratie réactionnaire, d'une façon ou d'une autre, conservera ses positions. » Il est incontestable que la bureaucratie ne tient pas à être mise en minorité et qu'elle fera tout pour conserver, ne serait-ce que pour la forme, la majorité dans les syndicats. Mais la conquête des syndicats n'a rien de commun avec la conquête de la bureaucratie réactionnaire et de son appareil. Ce qu'il faut, c'est

conquérir les masses syndiquées et ici aucun serment de fidélité ne peut empêcher les communistes d'accroître leur influence dans les masses. La sortie des syndicats n'est pas un signe d'activité, mais un symptôme de désespoir. Si on le comprend de la part des ouvriers sans-parti, c'est tout à fait inadmissible de la part des communistes. Si un communiste affirme qu'il ne peut plus rester dans les syndicats malgré les décisions de l'I.C. et du P.C., c'est un mauvais communiste, car il se laisse entraîner par ses impulsions.

Une autre question est liée à celle-ci : si nous luttons pour l'unité, si nous combattons contre la destruction des syndicats et si nous cherchons à les conquérir, quel doit être notre mot d'ordre à l'égard des ouvriers non syndiqués ou quittant le syndicat ? Notre mot d'ordre doit être : « retourner dans les syndicats. » Je sais qu'en Allemagne ce mot d'ordre se heurte à une grande résistance, que beaucoup d'ouvriers disent : « Pourquoi payerais-je des cotisations aux bureaucrates syndicaux ? » Mais de telles questions ne se règlent pas du point de vue des cotisations, mais du point de vue des objectifs de la politique générale.

Que faire dans les pays où le mouvement syndical s'est déjà scindé comme en France, en Tchécoslovaquie ? Pouvons-nous y lancer le mot d'ordre du retour au syndicat ? Non, car il est inapplicable sous cet aspect. Ici, le principal mot d'ordre doit être l'unité par un congrès général. La lutte pour l'unité ne doit pas être faite pour la forme, sans trouver son expression dans des sérieuses campagnes. Si nous publions de temps en temps des déclarations pour l'unité, nous accomplirons fort peu d'ouvrage. La lutte pour l'unité doit être une action systématique dans les usines et les fabriques : elle doit consister à faire de la propagande pour l'unité, à faire comprendre, là où la scission s'est déjà produite, la nécessité d'un congrès d'unification. On ne peut en aucun cas laisser aux réformistes scissionnistes le monopole de la propagande pour l'unité. Ce serait un danger pour le mouvement ouvrier et pour le Parti communiste, qui verrait inévitablement diminuer ses chances de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Mais il ne suffit pas de répéter mécaniquement le mot Unité. Agir ainsi serait du fétichisme et non du communisme. Il est parfois nécessaire, au nom de cette même unité, de grouper les syndiqués exclus, ou les ouvriers qui se sont retirés des syndicats, ou qui s'en sont séparés, et de les organiser. Nous devons le faire, non pas pour conserver ces petits syndicats, mais pour continuer avec eux la lutte pour l'unité. De cette façon, le mot d'ordre de la lutte pour l'unité ne contredit en rien la nécessité, dans certains cas, de créer des organisations parallèles, et de les renforcer. L'essentiel est que ces organisations combattent pour l'unité.

De temps en temps dans les milieux communistes apparaît le désir de trouver de nouvelles formes d'organisation ouvrière. Des camarades estiment qu'en créant de nouvelles formes d'organisation, on réussira à arracher les masses ouvrières à l'influence bourgeoise. Ces tentatives ont été faites en Amérique. Elles se sont manifestées avec une force particulière en Allemagne, après la révolution de novembre 1918 et elles y réapparaissent de temps en temps.

Il faut mener l'action énergique pour la transformation des syndicats de métiers en syndicats d'industrie ; mais là où les syndicats centralisés sont aux mains des bureaucrates réformistes, aux

mains des bureaucrates syndicaux qui étouffent l'initiative locale, il est nécessaire de lutter contre le centralisme entravant les initiatives pour une liberté plus grande des organisations locales. Avant tout, il faut comprendre que les syndicats ne sont pas une forme accidentelle du mouvement ouvrier, une forme qu'on peut abandonner n'importe quand pour en adopter une autre.

Depuis longtemps, la situation est loin d'être excellente dans l'Internationale d'Amsterdam. On l'a particulièrement vu à son dernier congrès de Vienne. L'Internationale d'Amsterdam n'est que la somme des organisations nationales des pays de l'Entente soumises à la direction politique des bureaucrates réformistes. Depuis sa création, l'Internationale d'Amsterdam n'a été qu'un complément de la Société des Nations et un instrument de l'Entente. Elle a rempli son rôle d'une façon résolue et conséquente. Mais elle traverse depuis longtemps une période de crise, ce n'est pourtant que pendant les derniers dix-huit mois que cette crise s'est particulièrement aggravée sous l'influence croissante des Partis communistes et de l'action politique de l'I.S.R.

La crise n'a trouvé son expression complète qu'après l'occupation de la Ruhr, lorsque quelques-uns des chefs de l'Internationale d'Amsterdam, Fimmen en particulier, ont commencé à s'apercevoir de leur impuissance, sans en comprendre parfaitement les causes. Les luttes intestines dans le sein de l'Internationale d'Amsterdam, se sont aggravées particulièrement autour du mot d'ordre du front unique : avec qui marcher, avec l'aile droite de la classe ouvrière ou avec l'aile gauche de la bourgeoisie ? En même temps, la gauche d'Amsterdam incline vers le front unique avec la partie révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Ces contradictions se sont clairement manifestées au dernier congrès de Vienne où la décomposition de l'Internationale d'Amsterdam s'est montrée au grand jour. Les divergences concernaient deux questions : l'attitude envers les syndicats russes et les rapports entre les fédérations internationales d'industrie et l'Internationale d'Amsterdam. Au fond, les deux questions n'en font qu'une, car la lutte entre les Fédérations et l'Internationale d'Amsterdam a pour cause les rapports entre les premières et les syndicats russes.

Nous devons dire nettement aux dirigeants de l'aile gauche que leur façon de poser le problème ne nous satisfait nullement.

Les chefs de la gauche ne se rendent pas bien compte qu'il est nécessaire de changer de fond en comble toute leur politique, que les palliatifs ne peuvent plus servir à rien. Nous ne devons pas hésiter à critiquer l'inconséquence, les hésitations, la prudence exagérée des chefs du mouvement syndical anglais ; mais en le faisant nous ne devons pas oublier qu'ils vont à gauche.

Les communistes doivent toujours être prêts à s'entendre avec les travailleurs qui aspirent à combattre la bourgeoisie ; ils ne doivent jamais se refuser à des actions communes.

Si on examine attentivement l'action des Partis communistes de tous les pays, leur croissance incontestable, on remarque un certain nombre de défauts qu'il faudra absolument corriger si nous voulons accroître notre influence.

Dans de nombreux pays, les Partis communistes n'ont pas encore créé de fractions dans les

syndicats. Il y a de nombreuses raisons d'explication de ce fait, mais le fait n'en subsiste pas moins. En général, les Partis s'occupent trop peu de l'action syndicale. Les Partis hollandais et belge, par exemple, se sont jusqu'à présent bornés à une simple propagande et n'ont rien fait pour organiser les minorités des syndicats réformistes. La même observation est à faire à l'égard d'autres Partis. C'est le principal vice des Partis communistes. Tant que les Partis communistes ne considéreront pas l'organisation de fractions syndicales comme une de leurs plus importantes tâches, ils ne pourront pas mettre pleinement à profit la sympathie dont ils jouissent dans les masses.

Nos Partis négligent trop certaines organisations parallèles, telles que le N.A.S. en Hollande, les Chevaliers du Travail en Belgique, le Conseil Ouvrier aux Etats-Unis.

Dans quelques pays, tels que la France, on a une tendance à concentrer toute l'attention sur les syndicats révolutionnaires et à ne rien faire dans les syndicats réformistes. Là où existent des organisations parallèles le Parti communiste doit être particulièrement actif en vue de la création de noyaux dans les organisations réformistes. En négligeant de le faire, nous réduisons volontairement la portée de notre action et nous retardons la restauration de l'unité. Il est faux de faire abandonner les syndicats réformistes pour faire adhérer les ouvriers aux syndicats révolutionnaires. Il faut que des communistes restent dans les syndicats réformistes pour y défendre les idées communistes.

Beaucoup de Partis mènent une propagande trop abstraite dans les syndicats et se bornent à agiter des questions politiques générales. Sans doute, il est nécessaire de le faire, mais c'est insuffisant.

Il est nécessaire d'élaborer une plate-forme syndicale pour tout le mouvement en général et pour chaque industrie. Un défaut commun à tous les Partis est de ne pas savoir profiter des grands conflits économiques pour créer des organes de représentation ouvrière au moment où la lutte est la plus tendue. L'élection par les grévistes d'un Comité de grève ou d'un Comité d'Action est une excellente chose.

Certains Partis ne comprennent pas assez nettement que le terrain naturel du front unique est la fabrique, le comité d'usine et le syndicat. C'est sur ce terrain que nous pourrions montrer en pratique, dans les questions quotidiennes, la différence qu'il y a entre nous et les réformistes. C'est sur ce terrain qu'il faut proposer sans cesse l'unité d'action, la création de comités, etc... Ce n'est qu'en prenant l'usine, le Comité d'usine et le syndicat comme champ d'action du front unique, ce n'est qu'en profitant des conflits économiques pour insister devant les ouvriers sur notre volonté d'unité que nous arriverons à des résultats, que nous arriverons à soustraire les ouvriers à l'influence des réformistes. Les Partis communistes doivent non seulement soutenir les mouvements d'opposition, mais les aider, les pousser en avant, apporter de la clarté dans le mécontentement des masses, organiser le mouvement. En agissant ainsi nos Partis doivent chercher à entraîner sur la plate-forme de l'I.S.R. le plus grand nombre d'ouvriers sans-parti ou social-démocrates.

Toute cette action doit avoir une base pratique qui dépend du pays et de l'industrie. Il faut pro-

filtrer du mécontentement provoqué par les trahisons des fonctionnaires syndicaux. Ceux-ci doivent être systématiquement démasqués. Il faut dévoiler ce qu'ils ont fait pendant et après la guerre. Il faut faire comprendre aux masses la nécessité de chasser les traîtres des organisations syndicales. Il faut faire de cette nécessité le mot d'ordre populaire. Plus nous aurons popularisé le mot d'ordre, mieux nous réussirons à chasser les bureaucrates syndicaux des syndicats.

Le défaut le plus grave de toute notre action syndicale est l'absence de cellules communistes dans les usines. Tant que nous n'aurons pas procédé à leur création, nous ne serons pas en mesure de prendre en mains la direction du mouvement syndical. C'est une question de première importance. On ne peut espérer, sans les organes de base que constituent les cellules d'usines, d'entraîner les masses à la lutte. Si on me demandait quelle est la racine de toutes nos faiblesses dans l'action syndicale, je répondrais sans hésitation : la source de notre faiblesse est dans l'absence de cellules dans les usines.

Les tâches prochaines de P.I.C. et des Partis communistes découlent de ce que nous avons dit plus haut.

Le centre de gravité de l'action syndicale doit être transféré dans les masses, c'est-à-dire dans les usines. Il en découle la nécessité de créer des comités d'usines. Il faut particulièrement combattre les tentatives de créer des succédanés de comités d'usines.

Dans les pays où le mouvement n'a pas été scindé, il s'est formé des petits syndicats, qui la plupart du temps sont dirigés par les communistes. Nous en avons en Allemagne, aux Etats-Unis, en Belgique, en Hollande, etc... Tout en continuant notre action dans les vieilles organisations réformistes, tout en développant notre activité en vue de la création de fractions et de minorités, il est nécessaire d'unir entre elles les organisations indépendantes et de les rattacher d'une façon ou d'une autre aux minorités.

La sortie des syndicats est un grand danger pour le mouvement communiste, et il faut s'y opposer de la façon la plus résolue.

La question de l'organisation des ouvriers non syndiqués se pose avec une acuité particulière. Cette question s'est posée parce que l'afflux des masses aux syndicats a cessé depuis longtemps. Pour un grand nombre de raisons : chômage, crise économique, trahison des fonctionnaires, etc... de nombreux ouvriers ont quitté les syndicats. Que faire pour organiser ces masses ? Le mieux est de les grouper dans les comités d'usines. Ils peuvent également englober les ouvriers qui ont abandonné les syndicats. L'organisation des ouvriers autour des Comités d'usines, la création de comités de grève en cas de conflit, tels sont les moyens d'union de grandes masses non syndiquées. Il est évident que dans les industries où il n'existe pas encore de syndicats (il y en a en Amérique, par exemple), il est nécessaire de recourir à la création des syndicats. Mais le point de ralliement essentiel doit rester le comité d'usine.

Les Partis communistes, d'habitude, accordent une attention égale aux ouvriers de toutes les industries. Il est nécessaire d'accorder une attention particulièrement à certaines branches d'industrie, qui auront à jouer un rôle de premier ordre dans les prochaines luttes de classes. Par exemple, les ouvriers des transports, des mines, de la métallurgie, des industries chimiques, de l'électricité, du gaz, doivent jouer un rôle parti-

culièrement grand dans la lutte pour la prise du pouvoir.

Si les Partis communistes ne réussissent pas à se créer des points d'appui sérieux parmi ces catégories de travailleurs, la révolution est impossible, même si on a réussi à conquérir la majorité des autres branches d'industrie.

Afin de préparer des actions communes entre les travailleurs des différents pays, afin de s'opposer aux excitations chauvines de la presse bourgeoise, il faut procéder à la fondation de comités d'industries entre deux pays ; par exemple, comité franco-allemand des mineurs, comité franco-polonais des cheminots, etc... Il faut également créer des comités réunissant les ouvriers de toutes les industries : comité anglo-russe, russo-polonais, etc... La Conférence de Francfort en mars 1923 a préconisé ce genre de comités. Malheureusement, les Partis communistes n'ont rien fait en ce sens. Il ne faut pas perdre de vue que ce n'est qu'en étendant ce réseau de comités que nous réussirons à empêcher les conflits internationaux et à organiser des actions simultanées de chaque côté des frontières.

L'influence sur le mouvement syndical des colonies est une question qui ne doit pas être négligée.

Il n'existe, pour ainsi dire, pas de littérature de propagande pour les colonies. Si nos Partis continuent à rester passifs, ils ne se distingueront en rien des social-démocrates. Ils doivent suivre attentivement la croissance du mouvement syndical des colonies et s'opposer à leur bourgeoisie qui cherche à étouffer le mouvement ouvrier colonial.

Il y a encore des pays où le principe de l'autonomie syndicale trouve du crédit. Ce principe est maintenant le signe de ralliement contre l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge et la révolution russe. Ce principe est particulièrement accrédité en France et en Espagne, où les anarchistes, alliés aux fascistes, mènent une lutte acharnée contre les Partis communistes. Le Parti doit répondre au mot d'ordre de l'autonomie syndicale en se rapprochant pratiquement des masses et des organisations soumisses à l'influence syndicaliste-anarchiste.

D'autre part, nous connaissons trop peu nos ennemis. Nous connaissons leur politique, mais nous ignorons leurs organisations. Pourtant, l'organisation de combat des patrons est pour nous d'un intérêt particulier. Les patrons ont leurs agents payés ou bénévoles dans notre propre milieu. Ils disposent de toute une série d'institutions dont la structure et l'activité nous sont inconnues. Nous ne nous rendons compte de leur activité qu'au moment des conflits. Connaître l'ennemi est une nécessité essentielle du succès. Il faut mettre fin à cette indifférence envers des problèmes si sérieux. Il faut non seulement étudier l'ennemi, mais créer auprès des Partis et des syndicats un service de contre-espionnage économique. Ce n'est que lorsque nous serons en mesure de déterminer les forces de l'ennemi que nous aurons des chances de succès.

Enfin, la dernière question digne de notre attention, c'est la conservation des rapports entre les syndiqués mobilisés. Jadis, dans les syndicats français existait le « sou du soldat ». C'était pour les syndicats un moyen de conserver leur influence sur les membres mobilisés. A présent, cette espèce de lien n'existe plus nulle part. On doit le rétablir par l'intermédiaire des jeunesses communistes et des syndicats. Chaque ouvrier mobilisé doit rester membre de son syndicat. Ce der-

nier doit veiller à ce que ses membres sous les drapeaux ne se séparent pas de la classe ouvrière.

Telles sont les tâches qui se dressent devant l'Internationale Communiste et ses partis. Il est tout naturel de se poser la question : l'I.C. doit-elle ou non changer sa politique ? Nous pouvons répondre résolument : Non. Le V^e Congrès doit approuver toutes les décisions des Congrès précédents. Nous devons reconnaître franchement que la ligne tracée était juste, que le travail accompli, malgré toutes ses imperfections, a donné de grands résultats, que si nous nous sommes développés dans de nombreux pays, si nous y som-

mes devenus des organisations de masses, c'est grâce à notre tactique syndicale. Cette dernière ne doit pas être changée, elle doit être perfectionnée, rendue plus souple. Tout cela ne peut être fait que si tous les Partis comprennent l'énorme importance des syndicats pour la lutte de la classe ouvrière.

Les syndicats ont une place déterminée dans la lutte de classes, ils sont destinés à jouer un rôle encore plus grand au lendemain de la révolution. Voilà pourquoi nous ne renions pas un seul iota des décisions prises et continuerons jusqu'au bout la conquête des syndicats, c'est-à-dire la conquête des masses.

Intervention de Sémard

(Séance du 7 juillet 1924)

Sémard. — La délégation française n'a pas l'intention de discuter sur la totalité des thèses présentées par notre camarade Losovsky. Elle a estimé que nous aurons tout loisir de discuter sur cette question au Congrès du Prointern.

Il y a un point important sur lequel elle désire attirer l'attention du Congrès, c'est la question de l'unité syndicale organique. Toutefois, nous tenons à répondre à quelques critiques qui nous ont été apportées par notre camarade Losovsky en ce qui concerne les Commissions syndicales de notre Parti. Il est évident qu'en France les Commissions syndicales n'ont pas une grosse influence à la base et qu'elles sont faibles. Mais, toutefois, nous pouvons dire que le Parti a fait dans ce sens un grand travail.

En ce qui concerne l'activité des communistes dans les syndicats réformistes, nous reconnaissons qu'elle est faible, mais cela tient à la faiblesse numérique des communistes au sein même des syndicats réformistes. Notre activité, là, ne s'effectue que dans les syndicats du textile de la région du Nord.

Et maintenant, camarades, examinons la question de l'unité et de quelle façon elle se présente en France et dans l'Internationale. Les chefs réformistes en France et ailleurs nous déclarent : Si vous, révolutionnaires, vous êtes pour l'unité organique, pourquoi ne la proposez-vous pas internationalement ? Il s'agit donc de démontrer non seulement aux ouvriers français, mais aux travailleurs des autres pays, que l'Internationale Syndicale Rouge et les Partis communistes ne sont pas contre l'unité syndicale.

Je m'étonne que les camarades allemands prennent la position qu'ils ont prise sur la question de l'unité internationale. Nous pensons que la tactique d'unité est un moyen de gagner les masses réformistes qui suivent encore leurs chefs et que c'est en pénétrant dans ces masses qu'il nous sera possible de dénoncer les trahisons de leurs chefs. Nous ne pourrions le faire en nous isolant comme le camarade Bordiga nous le demande.

Bordiga dit que la base du front unique peut être trouvée dans d'autres organisations de la classe ouvrière que dans les partis politiques, dans des organisations susceptibles d'être conquises par une direction communiste.

Nous ne comprenons pas qu'en Italie où le

mouvement syndical est scindé en cinq ou six morceaux, on soutienne un tel point de vue.

Nous avons, nous, en France, l'expérience de la scission. Nous savons combien elle a été néfaste au mouvement révolutionnaire. Les syndicats révolutionnaires sont contre les chefs réformistes, mais ils sont pour l'unité avec les masses ouvrières réformistes et admettent que des tractations pourront avoir lieu avec les chefs réformistes.

Nous ne suivons pas nos camarades allemands quand ils manifestent leurs répugnances à se rencontrer avec les chefs réformistes. Jouhaux et Bidegaray tiennent le même langage quand ils disent qu'ils ne veulent pas se rencontrer avec Sémard et Monmousseau. Or ce n'est pas là la question, notre but c'est de faire l'unité du prolétariat.

On nous dit, comme argument massue, qu'il y a en Allemagne un dégoût contre les réformistes à la suite du mouvement d'octobre et que la propagande pour l'unité sera impossible.

La situation en Allemagne n'est pas la même qu'en France. L'immense majorité de la classe ouvrière est encore derrière les chefs réformistes et il n'y a pas eu de scission parmi ces ouvriers. Nous ne nous expliquons donc pas que les camarades allemands soient contre l'unité syndicale.

Il est certain qu'il existe dans l'Internationale d'Amsterdam une aile gauche qui est tactiquement pour l'unité.

Au congrès de Vienne, la question dominante a été celle des relations avec les fédérations nationales d'industrie ; en raison de la position de gauche prise par certaines de ces fédérations au sein de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, nous avons le devoir de soutenir ces fédérations d'industrie qui sont tactiquement, comme nous, pour la réalisation de l'unité syndicale.

Il est certain, nous le sentons bien, que le bloc réformiste d'Amsterdam a des fissures. Nous avons enfoncé dans ces fissures, on peut le dire, le coin de notre tactique du front unique international. Nous devons aujourd'hui pousser en avant le coin de l'unité organique internationale, et nous sommes en accord avec les thèses présentées par Losovsky, parce que nous pensons qu'elles permettront aux Partis communistes de gagner en influence au sein des masses prolétariennes.

Le Parti communiste russe, dit-on, est d'avis que le moment actuel serait le plus propice pour la réunion de toutes les forces syndicales. La délégation allemande, par contre, est d'avis que l'état actuel du mouvement révolutionnaire n'est pas propice à une telle action.

Je dis que dans tous les pays on peut demander au prolétariat — non pas aux chefs social-démocrates, mais aux ouvriers — s'ils sont pour ou contre la tactique d'unité. Je suis persuadé que tous les ouvriers, sans distinction de tendances, sont pour l'unité syndicale, et nous commettrions une faute-énorme si nous ne savions pas servir

ce désir d'unité qui se manifeste au sein des masses ouvrières.

En France, bien que nous ayons au début, par suite de difficultés, retardé l'application de la tactique du front unique, nous l'avons appliquée dès que nous l'avons pu. Nous demandons à nos camarades allemands comme à nos camarades italiens qui peuvent avoir certaines difficultés pour l'application du mot d'ordre d'unité, qu'ils acceptent les thèses de Losovsky et qu'ils travaillent en commun à l'application intégrale de la tactique du front unique et du mot d'ordre de l'unité organique.

Intervention de Bordiga

(Séance du 7 juillet 1924)

Bordiga. — Je voulais faire ici une déclaration très brève, mais le discours du camarade Semard m'oblige à dire quelque chose de plus sur la question très délicate de l'unité internationale. Je veux avant tout déclarer avec la plus grande netteté que la gauche du Parti communiste italien a toujours été contre la tactique de sortie des syndicats réformistes. Nous n'avons pas eu en Italie de grandes difficultés à ce sujet. Ceci établi, j'en viens à la polémique engagée par notre camarade Semard. Ce qu'il a dit de substantiel se réduit à un argument peut-être très efficace du point de vue polémique, mais qui n'a pas de consistance. Il y a une nouvelle question devant le Congrès, c'est celle de l'unité syndicale. Bordiga est contre, voilà un argument qui doit persuader tout le congrès qu'il faut faire l'unité internationale, et on a dit cela avant que nous ayons apporté ici notre point de vue sur le problème.

Semard nous a dit : vous soutenez en Italie le front unique seulement sur la base des syndicats et, par conséquent, vous devez partager votre parti en deux groupements, un groupement qui aura à faire le front unique parce qu'il est dans les syndicats, et un groupement qui ne pourra pas le faire parce qu'il n'est pas dans les syndicats. Eh bien, je dis que ces deux catégories n'existent pas dans le Parti italien, pas plus qu'elles ne doivent exister dans aucun parti marxiste. Tout le monde chez nous s'occupe des syndicats et des problèmes qui se posent pour ces organisations.

Semard nous a dit : Puisque vous êtes pour la tactique du front unique, dans les syndicats, vous devez être pour l'unité sur le terrain de l'organisation. Ce sont deux problèmes tout à fait différents. On ne peut pas soutenir ici cette thèse consistant à dire : si vous acceptez le front unique, vous devez accepter l'unité, parce qu'alors les camarades qui acceptent le front unique entre partis politiques devraient accepter aussi l'unité organique des partis politiques.

Quant à la question de la fusion du Profintern avec l'Internationale d'Amsterdam, je me bornerai à dire tout simplement une chose, que c'est une résolution qui doit être prise seulement par le Congrès de l'Internationale Communiste. Ce problème ne peut pas être résolu par un autre organe,

pas plus par le Profintern que par l'Exécutif élargi ou une Commission spéciale. Si ce problème doit être discuté ici, nous nous opposons à cette idée qui tend à réaliser l'union des deux organisations syndicales existantes.

Les conditions qui sont posées pour la réalisation de l'unité sont telles qu'elles doivent aboutir fatalement à un refus de l'Internationale d'Amsterdam. Vous dites : tant mieux ! nous ferons la proposition, Amsterdam refusera, et la preuve sera faite une fois de plus devant les ouvriers que nous sommes pour l'unité. Mais quelle sera l'impression que recevra la classe ouvrière ? Je crains qu'elle ne croit que nous avons essayé de liquider notre Internationale et que c'est seulement parce qu'Amsterdam aura refusé nos propositions que cette liquidation n'a pas été faite. Cela rendra notre travail très difficile.

Il y a quelque chose de plus. On parle beaucoup de la gauche d'Amsterdam. Et on nous fait valoir l'importance de la position qu'elle a prise. La proposition de l'unité syndicale, à notre avis, est une proposition qui révèle qu'il y a en réalité une tendance d'extrême droite dans la politique de ce congrès concernant la tactique du front unique. On dit qu'on veut liquider l'illusion d'une coalition entre les communistes et la gauche de la social-démocratie dont on aurait exagéré l'importance dans le domaine politique, et en même temps, du fait qu'on constate l'existence d'une gauche dans l'Internationale d'Amsterdam, on nous demande de nous précipiter vers cette gauche au sujet de laquelle on nous prépare aux mêmes illusions. Je trouve qu'une telle proposition nous montre le danger de l'application d'une tactique de droite contre laquelle nous devons nous opposer.

Le discours de Semard nous ayant mis directement en cause nous oblige à prendre position contre la proposition qui vient d'être faite au sujet de l'Internationale Syndicale Rouge. Nous sommes obligés, encore une fois, de constater que c'est le Parti français justement qui, à l'aide des autres sections de l'Internationale, doit être poussé vers une tactique d'intervention directe et courageuse des partis communistes dans le mouvement des masses.

Discours de clôture de Losovsky

(Séance du 7 juillet 1924)

Losovsky. — Avant tout, les questions générales. Un certain nombre de camarades ont présenté ici des objections contre le premier paragraphe de mes thèses, dans lequel je dis que le recul général est actuellement arrêté, et chacun de ces camarades donnait quelques exemples, croyant ainsi réfuter cette thèse.

Je crois, camarades, que la situation internationale est tout de même celle que j'ai exposée dans mes thèses.

Quand nous disons que la retraite générale est actuellement arrêtée et qu'il y a des combats partiels dans différents pays, dans différentes industries, des combats défensifs et même offensifs, nous voulons dire simplement ceci : qu'en 1924, la situation diffère de celle que nous avons en 1922 ou 1923. Nous avons vu, en 1924, de grands conflits économiques en Angleterre et même avec des résultats. Nous avons vu, pendant les premiers mois de 1924, en France, le même phénomène. Nous l'avons vu en Tchéco-Slovaquie, etc. Cela prouve que la retraite n'est pas générale, que l'offensive du capital est arrêtée, qu'il y a une situation nouvelle. Je ne dis pas qu'il y a une offensive générale. Non. Il y a des offensives partielles, des grèves défensives, une certaine recrudescence d'activité.

Une question qui a provoqué les plus vifs débats, c'est celle de l'unité. Faut-il oui ou non changer le mot d'ordre de l'I. C. : la conquête des syndicats ?

Nous n'avons pas ici de scissionnistes déclarés. Nous avons des scissionnistes honteux. Ils craignent d'aborder la question de front. Ce n'est pas une bonne tactique communiste.

Schultze, qui est un orateur très adroit, a fait un discours qui ne correspond pas à ses actes. Il fait beaucoup plus qu'il ne dit. Il prépare la scission et il vient nous raconter que nous organisons seulement ceux qui sont partis. Il a oublié de nous raconter que c'est justement la propagande que lui et ses amis ont faite pendant des mois qui a surexcité l'inquiétude et le dégoût qui existaient parmi les ouvriers, leur montrant la grande perspective de nouveaux syndicats, de syndicats d'industrie, de syndicats de combat, etc.

Il fallait dire la vérité. Il y a dans le Parti communiste allemand un fort courant ouvrier contre les syndicats. Cela est très compréhensible. Mais ce qui l'est moins, c'est qu'il y ait des communistes en tête du mouvement syndical qui, au lieu de réfléchir à ce phénomène et de le combattre, imaginent une théorie pour justifier ce dégoût instinctif et cette passivité des ouvriers.

Schultze essaye d'abord de trouver le coupable. Il a cité, assez à propos, un certain nombre de résolutions de la Fédération de Berlin et autres qui croyaient nécessaire de partir le plus vite possible des syndicats. Il n'est pas seul confusionniste dans le Parti, mais n'a pas plus raison pour cela.

Il a cité toutes les résolutions, mais il a oublié celle du Congrès de Francfort, où il est dit textuellement que le Parti ne permettra pas à ses membres de faire une politique personnelle dans les syndicats.

Schultze dit : « Oui, il arrive souvent que, dans un Congrès mondial, on soit isolé, et qu'au prochain on ait la majorité. »

Je peux le rassurer, il n'aura jamais la majorité dans les Congrès de l'I. C., parce que, dans la théorie qu'il a esquissée ici, il n'y a rien du communisme et beaucoup de l'anarchisme. Ceux qui connaissent le mouvement syndical des pays latins, et surtout l'idéologie anarcho-syndicaliste, vous le diront.

Il a même prophétisé que si le Congrès n'accepte pas son point de vue, c'est l'I. C. elle-même qui va se désorganiser. Jusqu'à présent, nous avons vu le contraire. Ce sont les partis et les groupes qui n'ont pas suivi les indications de l'I. C. qui se sont détruits en commençant la lutte contre l'I. C., qui ont fini dans la social-démocratie et même encore plus à droite.

Il y a une chose vraie dans les propos de Kuncher et de Dunne : Schultze n'est pas un type allemand, c'est un type international. Oui, ces ouvriers qui s'en vont, qui cherchent par des palliatifs, par des expédients à remédier aux maladies du mouvement ouvrier, qui croient pouvoir combattre par le sentiment les fortes organisations réformistes, qui croient, en quittant les syndicats, pouvoir résoudre le grand problème de la conquête des masses ouvrières, oui, cela c'est un phénomène international. Et si nous combattons Schultze, c'est non seulement parce que lui et ses amis désorganisent le mouvement syndical en Allemagne, mais parce qu'il y a partout plus ou moins de Schultze qui font de même.

Ce phénomène international s'explique par la tâche à accomplir et le manque d'éducation de nos Partis.

Schultze a dit encore que la faute est à Losovsky ; c'est lui qui a écrit un article qui l'a détourné de son innocence. Ruth Fischer aussi a trouvé que le père de la scission est Losovsky.

C'est très bien d'attaquer les autres quand il faut se défendre, mais il ne faut tout de même pas dénaturer les faits. Mes articles sont imprimés dans la presse allemande, française, etc. On peut en donner lecture et on verra qu'au mois de janvier, quand cette idée de scission était si forte dans le mouvement et le Parti allemand, je l'ai combattue comme une tactique de passivité nous menant à la débâcle, une tactique d'impressionnisme ne donnant réponse à aucune question, mais laissant nos ennemis réformistes libres d'agir dans le mouvement syndical.

Ruth Fischer a inventé encore autre chose. Elle a répété déjà deux fois ici que c'est moi qui ai proposé de convoquer un Congrès et, avec un grand couteau, de couper en 54 morceaux tout le mouvement syndical. Cette légende est inventée de toutes pièces. Ruth Fischer, au lieu de reconnaître ses erreurs, dit : « C'est la faute à Losovsky », et Herzog dit : « Non, c'est encore la faute à Zinoviev. » Il parait que c'est nous qui avons obligé nos camarades à quitter les syndicats.

Nous savons très bien comment s'est passé le Congrès de Francfort. J'y étais délégué de l'I. C. Herzog y assistait. Il doit savoir que la lettre de Zinoviev contre la scission jeta un grand trouble

dans le Congrès, et les camarades de gauche ne voulurent pas la publier pendant des semaines. Nous avons eu à combattre ceux qui s'appellent l'extrême-gauche et quand, dans la résolution proposée, j'ajoutais dans un passage qu'il fallait mettre tous les traîtres dehors du mouvement syndical, on m'objecta : Non, car si nous disons qu'il faut mettre dehors les traîtres, cela veut dire qu'il faut y rester. Le passage fut biffé pour ne pas froisser l'extrême-gauche.

Ainsi, la paternité de l'erreur revient à nos camarades du Parti allemand et pas à l'I. C., ni à l'I. S. R.

Quand nous disons : la conquête des syndicats, il est évident qu'il s'agit de la masse ouvrière. Tout le monde le comprend. Mais chaque fois que des camarades veulent faire une autre tactique, ils commencent à dire que ce n'est pas tout à fait clair. Non, camarades, je conseille à ceux qui n'ont pas encore lu la *Maladie infantile* de s'y mettre tout de suite.

Nous ne voulons pas seulement que le Parti communiste allemand soit contre la scission ; nous voulons qu'il travaille pour l'unité.

La situation actuelle ne peut pas durer. 20.000 ouvriers communistes de Berlin sont partis des syndicats et nous avons des syndicats, comme celui des métaux, où aux dernières élections nous avons la majorité et où maintenant nous avons 25 %. Là où les communistes désertent les syndicats, ce sont les social-démocrates qui se présentent en force.

C'est cela que vous cherchez par votre tactique ? C'est cela une tactique léniniste bolcheviste ? Non, c'est tout ce que vous voulez, excepté du bolchevisme, excepté la tactique de l'I.C.

D'où vient au fond cette tendance à créer des petits syndicats ? Un camarade de la Ruhr ou de Hambourg le disait très bien à Francfort : quand les social-démocrates jettent dehors des ouvriers, la scission ne vient pas ; mais si, par malheur, ils mettent dehors 5 ou 6 bureaucrates communistes, ceux-ci cherchent à faire un petit syndicat pour continuer leur besogne. Un certain nombre de fonctionnaires des syndicats des métaux, en janvier, ont exigé la scission : le Parti et l'Internationale Communiste nous lient aux réformistes, disaient-ils, nous ne pouvons pas vivre avec ces gens-là, nous exigeons immédiatement la scission. Or ces bureaucrates, ces fonctionnaires, membres du Parti communiste sont sortis du Parti communiste et sont entrés dans le parti social-démocrate. Il faut bien comprendre de tels faits. C'est un symptôme très dangereux.

Vous battez Schumacher. C'est très bien. Il y a à Berlin une organisation qui s'appelle : « Organisation d'Industrie d'Allemagne, section métaux ». Qui l'a créée ? Encore un ancien fonctionnaire des syndicats des métaux de Berlin. Il est sans travail, on l'a mis à la porte, il a monté sa petite boutique.

Il ne suffit pas de dire : Nous sommes contre la scission, il faut encore que les communistes qui sont sortis des syndicats y retournent.

Il y a des camarades qui viennent dirent ici : il y aura une dizaine de milliers de bons communistes qui s'en iront.

Les bons communistes ne s'en iront pas.

Maintenant vous me permettez de passer à la question dont on a parlé ici et dont moi je n'avais pas parlé : l'unité internationale.

Savez-vous qui défend l'I.S.R. contre l'Internationale Communiste et contre l'I.S.R. elle-même ?

C'est Schultze. Il dit : Vous, Losovsky, et vous, Zinoviev, vous êtes des liquidateurs ; vous voulez détruire notre œuvre, l'Internationale Syndicale Rouge, que nous avons créée tous ensemble.

Il veut créer l'impression que les syndicats russes, l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge trompent le Congrès et manœuvrent non seulement contre les réformistes, mais aussi contre le congrès lui-même.

Or, quelle est la situation ?

L'Internationale d'Amsterdam est-elle la même qu'il y a un an ? Il y a des camarades qui répondent : Oui, même en Angleterre, il y a des bureaucraties trades-unionistes qui signent des résolutions anti-communistes.

Certes, mais il ne faut jamais juger du mouvement syndical d'après ses dirigeants. La tactique communiste consiste à voir ce qu'il y a de changé dans la masse malgré la caricature que nous en présentent les chefs de gauche, ou de droite. Or si, de ce point de vue, nous essayons d'examiner ce qui se passe dans le mouvement syndical d'Amsterdam, ce qui se passe en Angleterre, nous devons dire : Il y a quelque chose de changé parce qu'en 1924 nous assistons à ce phénomène que le secrétaire général des mineurs de Grande-Bretagne a été nommé par les voix des communistes, et a reçu sur le programme de l'I.S.R. 217.000 voix tandis que ceux qui étaient contre lui n'en ont reçu que 200.000, etc... Nous avons encore cette conférence des mineurs du Pays de Galles, comptant 200.000 ouvriers organisés, qui a voté, il y a deux semaines, une résolution d'adhésion à l'I.S.R.

Toujours je me demande comment les propositions que nous allons faire à Amsterdam vont influencer les ouvriers, quelle influence auront-elles dans tous les pays, pourrions-nous par là mobiliser les masses et les attirer à nous ?

La question des pourparlers avec X. ou Y. est secondaire.

La question principale, qui nous intéresse et qui doit nous intéresser, c'est ceci : cette proposition que nous allons faire nous donnera-t-elle la possibilité d'avoir avec nous de nouveaux millions d'ouvriers ?

Pourrions-nous pénétrer les syndicats réformistes ? Pourrions-nous, même au prix de la promiscuité des Jouhaux et autres, influencer la classe ouvrière ?

Moi et d'autres camarades, nous avons toujours en vue la masse, tandis que nos adversaires parlent toujours du désagrément de parler avec Jouhaux.

Lorsque Schultze vient défendre l'I.S.R. contre moi, je peux dire : moi aussi j'ai travaillé un peu pour l'I.S.R. et je n'ai pas l'intention de la liquider. Au contraire, je crois que nous liquiderons l'Internationale d'Amsterdam, j'en ai la profonde conviction.

Si vous croyez que ce sont des rêves, alors je ferais parler les social-démocrates. Le *Vorwaerts* écrit :

« On tâche de noyauter l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et d'utiliser les trade-unions anglais et les Secrétariats internationaux contre elle. Les stratèges moscovites vont bientôt se convaincre qu'ils se trompent grossièrement. »

Nous verrons qui se trompera. Mais je crois que le *Vorwaerts* voit beaucoup plus clair que certains communistes.

Quel danger y a-t-il dans la proposition que nous faisons ? Ce n'est pas une manœuvre d'unité comme le camarade Rienzi s'est maladroitement

exprimé; non ce n'est pas une manœuvre d'unité, c'est un désir ardent d'unité. (*Applaudissements.*)

Nous sommes pour l'unité parce qu'elle nous donne la possibilité d'augmenter notre champ d'action communiste.

Nos propositions ont provoqué une grande inquiétude dans la presse social-démocrate.

Et c'est toujours le *Vorwaerts* (je crois qu'il y a là-bas des gens très intelligents pour tromper le prolétariat et pour servir la bourgeoisie) qui écrit :

« Telle est l'attitude de ces gaillards du front unique, telle est leur façon d'aborder ceux de nos camarades dont la faiblesse est précisément l'amour malheureux qu'ils nourrissent à l'égard du front unique avec Losovsky et consorts. »

Ce que le *Vorwaerts* comprend, il y a malheureusement un certain nombre de leaders communistes qui ne le comprennent pas.

Nous avons devant nous une décision de l'Internationale d'Amsterdam : le Congrès charge son bureau d'entrer en pourparlers avec les syndicats russes pour réaliser l'accord sur la base du programme et des statuts de l'Internationale d'Amsterdam.

A une proposition politique, il faut donner une réponse aussi politique. A une proposition qui a été faite ouvertement par la voie de la presse du monde entier, il faut que le mouvement syndical révolutionnaire donne une réponse générale, politique, pour le mouvement ouvrier international.

Il y a trois possibilités de répondre. La première c'est d'envoyer au diable ces gens-là. C'est très rapide et sans effort de cerveau. Je voudrais bien voir quels sont les camarades qui proposeraient cette solution. A en juger d'après ses propos, je crois que Bordiga en est, puis Schultze et d'autres. Mais si nous donnons cette réponse, la manche sera gagnée par nos adversaires.

Il y a une autre possibilité. On nous propose les syndicats russes entrent dans l'Internationale d'Amsterdam, ils reconnaissent son programme, on dissout l'I.S.R. et l'unité est rétablie. C'est aussi une solution. Je crois que nous sommes tous contre, parce que les syndicats russes sont une partie intégrale du mouvement syndical révolutionnaire international, ils ne peuvent pas avoir une tactique à eux en dehors de la tactique de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge.

Reste la troisième possibilité. A une proposition qui tend à désorganiser le mouvement syndical international et à induire en erreur les masses ouvrières, nous opposons un congrès international mondial d'unité avec représentation proportionnelle. Nous répondons par une proposition d'unité.

Nous avons toujours été pour l'unité et nous le sommes encore. Nous ne sommes pas pour « l'unité » que nous propose Amsterdam quand on veut arracher à l'I.S.R., au mouvement révolutionnaire, les syndicats russes. Nous sommes pour l'unité de tout le mouvement syndical international.

Ruth Fischer vient nous dire : Mais votre proposition tombe du ciel. Il faut préparer les masses. Ne votez pas, nous allons préparer les masses.

Bien, mais sur quelle base allez-vous préparer les masses, si nous n'avons pas une décision prise ?

Si dans ce congrès ou à l'Exécutif nous ne votons pas une résolution nette, si le congrès de l'I.S.R. ne répond pas par une résolution qui ne prête pas à l'ambiguïté, la confusion sera mille fois plus grande qu'elle ne l'est actuellement dans la tête de certains délégués. Voilà pourquoi je repousse la proposition de l'ajournement.

Je suis pour la préparation, je suis d'accord qu'on fasse des meetings, des assemblées générales dans les usines. Mais pour cela, disons auparavant ce que nous voulons. Sinon, la préparation sera faite, en Allemagne, d'une façon, en Belgique d'une autre, en Espagne à l'espagnole, et en Amérique à l'américaine. (*Applaudissements.*)

J'en viens à la conclusion.

Ne vous vient-il pas à l'idée que les mêmes propos ont été tenus contre le front unique, exactement les mêmes. On disait : mais comment, se mettre à table avec ces bandits, c'est la fusion des partis, etc., etc... Tout cela était inventé de toutes pièces. L'Internationale Communiste doit réfléchir. Il faut changer de tactique quand les conditions changent. Si nous nous figeons, nous n'arriverons jamais à battre nos ennemis.

Eux, ils sont élastiques, ils changent leurs méthodes, ils cherchent de nouvelles possibilités d'organisation. L'Internationale Communiste qui est au volant de la révolution doit pouvoir évoluer, parce que si vous allez toujours tout droit, vous vous casserez la tête. Les propositions qui émanent de « Moscou » ne sont pas basées sur les intérêts particuliers de tel camarade, ou sur tel intérêt passager. Non, elles sont le résultat de l'expérience du mouvement international.

Là réside le léninisme. Lénine savait toujours faire les virages aux tournants dangereux. Si vous prenez les vingt années d'existence de notre parti, les sept années de notre révolution, vous verrez quels tournants dangereux nous avons bien passés grâce à cette élasticité du bolchevisme.

Ne soyons pas sectaires, ne craignons personne. Vous ne pouvez pas, dites-vous, vous mettre à table avec Jouhaux ? Craignez-vous votre vertu ? Faible vertu. Nous ne nous mettons pas à table avec lui pour ses beaux yeux, mais parce qu'il y a des millions d'ouvriers qui sont avec lui et qu'il y en a encore des dizaines de millions qui ne sont ni avec nous, ni avec lui.

Voilà pourquoi il faut trouver le moment approprié pour lancer un nouveau mot d'ordre, pour poser devant la classe ouvrière le problème de l'unité mondiale, pour ne pas laisser le monopole de la lutte pour l'unité aux réformistes qui brisent le mouvement syndical, qui brisent la révolution. (*Vifs applaudissements.*)

Le rôle actuel de l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire des partis, groupes et tendances communistes, consiste à savoir amener les masses (maintenant encore la plupart du temps somnolentes, apathiques, routinières, inertes, endormies) ou plutôt à savoir conduire non pas seulement son parti, mais aussi les masses.

LENINE.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs.

Karl MARX.

Le capital n'est pas une force personnelle, il est une force sociale.

Karl MARX.

A BAS LA GUERRE !

L'Internationale des Paysans aux Travailleurs de la Terre de tous les Pays

Paysans et paysannes, frères et sœurs !

Les gouvernements de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers jetaient, il y a dix ans, des millions de paysans et d'ouvriers sur les champs de bataille.

Les jurbins de la bourgeoisie vous parlaient de défense nationale, de civilisation, de libération des petites nationalités, de cause populaire en un mot. Les clergés de toutes les religions bénissaient l'extermination mutuelle des travailleurs des champs et des usines de différents pays.

Chacun de vous sait maintenant que la guerre impérialiste n'a fait que mettre aux prises deux coalitions capitalistes acharnées à refaire le partage du monde. De puissants groupes capitalistes se sont disputés les armes à la main le droit d'exploiter les richesses et le travail de nouveaux pays. Une poignée des parasites, détenteurs du pouvoir, vous a envoyés à l'abattoir.

Les paysans des colonies dont on se disputait l'exploitation brutale ont été mobilisés par millions. Les misérables fauteurs capitalistes de la guerre ont su tirer parti de haines de races comme de haines nationales et jeter sur les champs de bataille d'Europe des troupes de couleur.

Des millions de travailleurs, arrachés à la charue et à l'établi, ont été ballotés entre les lignes de feu. La vermine les rongait dans les tranchées. La mitraille déchiquetait leur chair. Leurs familles supportaient les privations de l'arrière. Une tourbe de spéculateurs bâtissaient cependant des fortunes dans le sang et la misère des masses laborieuses.

Plus de 13 millions d'ouvriers et de paysans ont trouvé la mort dans la guerre impérialiste. Il en reste autant de blessés et de mutilés. Les richesses détruites sont estimées à près de 1.500 milliards de francs-or. Elles eussent été suffisantes à couvrir pendant un demi-siècle toutes les dépenses des budgets d'Etats civilisés, c'est-à-dire à exonérer pendant ce laps de temps tous les peuples des charges fiscales. L'industrie et l'agriculture se ruinaient de jour en jour. La révolution bolchévique dont les mots d'ordre furent : « A bas la guerre ! » et « Tout le pouvoir aux ouvriers paysans ! » tira les peuples de la torpeur.

L'indignation populaire manqua de provoquer partout la chute des capitalistes et des propriétaires fonciers. Les responsables de la guerre durent mettre un terme à l'hécatombe et se montrer vis-à-vis des travailleurs des villes et des campagnes larges de promesses.

Mais ce n'est qu'en Russie que les ouvriers et les paysans, guidés par le Parti bolchévique, ont su abolir l'ordre capitaliste, cause de toutes les guerres, et créer le premier Etat ouvrier et paysan.

Dans les autres pays, les travailleurs des villes et des campagnes, leurrés par la social-démocratie — et aussi par d'autres partis traîtres à la cause populaire — se sont contentés de la paix et de promesses de réformes (réformes agraires, législation ouvrière).

Ils voient maintenant qu'on s'est effrontément moqué d'eux. Les promesses de la fin de la guerre

sont restées des promesses. Les plaies ne sont pas encore cicatrisées; la crise de l'agriculture s'ajoute à la crise industrielle. Et le capitalisme se prépare de nouveau à la guerre.

Les dépenses actuellement occasionnées par les armements sont trois fois plus élevées que ne l'étaient celles de 1913. Guerre sous-marine, guerre aérienne, guerre chimique : voilà ce qu'on prépare. Si les masses populaires demeurent passives, le crime de 1914 recommencera bientôt, mais plus effroyable encore.

Sans renversement du pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers, aucune paix durable n'est possible. Cette vérité élémentaire, les travailleurs des villes et des campagnes doivent se la répéter en ce dixième anniversaire de la guerre mondiale.

Il faut, pour assurer le développement pacifique de l'humanité, la suppression de l'ordre capitaliste, cause de guerres et de calamités sociales. Cet ordre malfaisant ne peut être supprimé que par l'action révolutionnaire, par l'insurrection populaire. Aucun autre moyen n'est donné. Les protestations platoniques sont dérisoirement insuffisantes.

Paysans et paysannes !

Le danger grandit. La guerre revient. Vous ne pouvez pas demeurer plus longtemps inactifs. Représentants de l'Internationale des Paysans, autour de laquelle se rassemblent déjà des millions de cultivateurs pauvres, nous vous invitons à vous joindre aux manifestations prolétariennes contre la guerre.

Si vous voulez écarter cette calamité : la guerre, souvenez-vous que le cri : A bas la guerre ! signifie en réalité : A bas le pouvoir de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers !

Préparez-vous à agir de concert avec la classe ouvrière. Préparez-vous à prendre le pouvoir avec elle. Les vœux sont impuissants. Chassez les pacifistes hypocrites qui, tout en invoquant la paix, affermissent le pouvoir des capitalistes et des seigneurs de la terre, préparant par conséquent la guerre !

Que des millions de voix proclament dans toutes les campagnes, en cette semaine anniversaire de la guerre, la volonté des paysans :

A bas les dépenses militaires ! — Abolition du service militaire et désarmement ! — A bas la guerre ! — A bas le pouvoir de la bourgeoisie, des grands propriétaires fonciers et de leur valetaille ! — Union révolutionnaire des ouvriers et des paysans ! — La terre au paysan, l'usine à l'ouvrier ! — Les impérialistes à la porte des colonies ! — Tout le pouvoir aux travailleurs des villes et des campagnes ! — Vive l'Internationale paysanne ! — Paysans et ouvriers de tous les pays, unissez-vous !

Le Bureau du Conseil International des Paysans :

A. P. Smirnov (Union Soviétique), T. F. Dombal (Pologne), Burgi (Allemagne), Marius Vazeilles (France), M. P. Gorov (Bulgarie), Otto Rydlo (Tchécoslovaquie), Nguyen-ai-Quac (Indochine), Héro (Scandinavie), Ursulio Galvan (Mexique), Ken Hayashi (Japon), Green (E.-U. d'Amérique).

L'OPINION DES MILITANTS

La réorganisation du Parti sur la base des Cellules

Dans différents articles parus dans l'*Humanité*, le camarade Sauvage a décrit quelles doivent être les bases de l'organisation des cellules. Depuis, nous avons eu connaissance des décisions du 5^e Congrès de l'Internationale sur la question de la réorganisation de la section française et autres sur la base des cellules. Il convient donc de bien étudier la question et de se mettre à l'œuvre sans tarder, afin qu'en application des mots d'ordre de l'Internationale, les cellules puissent se substituer aux sections locales, qui ne correspondent plus au travail révolutionnaire du Parti, et qu'elles puissent s'y substituer dès le mois de décembre 1924.

Dans l'article de Sauvage paru dans l'*Humanité* du 4 août, nous trouvons une série de mesures d'application propres à faciliter la tâche et dont nous devons nous inspirer. Mais je trouve que, sur un certain point, il y a une lacune : c'est sur l'organisation des cellules entre elles.

En effet, celles-ci, classées par quartiers, doivent former un rayon qui élit un comité de rayon ; ceux-ci nomment un comité de ville, et les différents comités de ville ou de rayon nommeraient un comité fédéral ; je crois que c'est une erreur, car, ainsi, nous conservons encore la base électorale de l'ancien parti, qui, lui, reposait sur le département, l'arrondissement ou la commune.

Il convient donc de trouver une autre forme à la liaison des rayons entre eux : celle-ci doit se faire sur la base de la région économique et non plus sur la base de la division électorale et administrative.

Aussi, pour parler en termes concrets, la région économique, qui a Paris comme ville centrale, comprend Paris, la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et certains noyaux industriels de l'Oise. On doit donc grouper les différents rayons qui seront formés dans cette région industrielle non par des comités fédéraux, mais par un comité régional. Il est évident que celui-ci ne pourra suffire à toutes les tâches des différentes fédérations qui existent actuellement. Il pourra diviser la région en plusieurs secteurs, qui seront autant que possible composés de cellules d'une même industrie, ayant les meilleurs moyens de communication entre elles.

Telle doit être, en définitive, l'organisation du Parti sur la base des cellules, et je crois que sur ce point nous sommes en train de commettre une erreur. En effet, dans son dernier Congrès fédéral, la Fédération de Seine-et-Oise a décidé de nommer un secrétaire permanent pour les cellules d'usines. Que ce camarade soit chargé du travail de recensement pour la formation des cellules en Seine-et-Oise, ce serait très bien. Mais je crains que les cellules ainsi formées ne soient groupées ensemble dans la Fédération de Seine-et-Oise, et comme, plus tard, il sera indispensable d'en revenir à l'organisation régionale, le temps que nous emploierons ainsi sera du temps perdu, d'où perte d'action ; ceci d'autant plus que toute réor-

ganisation entraîne par elle-même, fatalement, un ralentissement d'activité.

Je me répète, pour conclure : il ne s'agit pas de supprimer le permanent aux cellules qui a été désigné en Seine-et-Oise, mais il faut lui limiter sa tâche à l'organisation des cellules. Celles-ci une fois formées, devront être groupées dans la fédération de la région parisienne, qui pourra diviser son travail au mieux des possibilités et des intérêts du Parti.

ROCHER
(20^e Section).

CAMARADES,

Demandez à la « Librairie de l'Humanité »,
120, rue Lafayette :

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Projets présentés à la discussion du
5^e Congrès mondial

240 pages.....PRIX : 7 francs

LE LÉNINISME

THEORIQUE ET PRATIQUE

par

I. STALINE

100 pages.....PRIX : 2 francs

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur